Zeitschrift: Archiv für schweizerische Geschichte

Band: 13 (1862)

Quellentext: Beiträge zur Geschichte des letzten Decenniums der alten Eidgenossenschaft

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.09.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

II.

Beiträge zur Geschichte des letzten Decenniums der alten Eidgenossenschaft.

(Fortsetzung.)

In der Absicht, auch der neuern Geschichte des Vaterlandes einen Abschnitt des Archives durch Mittheilung dazu dienlicher Materialien zu widmen, hat Herr Professor Hottinger in den beiden ersten Bänden dieser Sammlung eine Auswahl bedeutenderer schweizerischer Aktenstücke aus den Jahren 1789 bis 1798 zu veröffentlichen begonnen. Verschiedenartige Ursachen haben später ihn sowohl, als die jetzige (mit Band 7 eingetretene) Redaktion des Archives verhindert, jenes Unternehmen fortzusetzen. Erst 1858 gelang es, einen Theil des zwölften Bandes des Archives wiederum jener Epoche zu widmen, durch Mittheilung der Correspondenz des General Brune, die wir Herrn Moritz von Stürler verdanken; ein Beitrag zur Geschichte der letzten Tage der alten Eidgenossenschaft, dem freilich wenig andere an Interesse gleichkommen dürften und der daher auch die allgemeinste Aufmerksamkeit erregt hat. Es ist gegründete Aussicht vorhanden, für einen nächsten Band des Archives die Mittheilung ähnlicher inhaltreicher Correspondenzen aus jenem Zeitraume gewinnen zu können. Um inzwischen letztern auch hier nicht ohne Vertretung zu lassen, knüpfen wir an die in Band 1 und 2 begonnene Auswahl von Aktenstücken eine aus denselben Quellen entnommene Fortsetzung an, die wir von nun an möglichst regelmässig fortzuführen gedenken.

Zunächst folgen als Abschluss der dort mitgetheilten, das Bisthum Basel betreffenden eidgenössischen Verhandlungen fernere, auf denselben Gegenstand bezügliche Aktenstücke. Dieselben umfassen die Zeit vom Einrücken der österreichischen Truppen in's Bisthum (20. März 1791) bis zur Einnahme desselben durch die Franzosen (Ende April 1792). — Vergl. Monnard Geschichte der Eidgenossen Buch 2. Kapitel 8. (Band 12. der Fortsetzung Müller's) und die citirten Einzelnquellen. Die Redaktion.

---

72. Cirkularschreiben der Vorsteher von Indrevillers in Frankreich an die benachbarten französischen Gemeinden, mitgetheilt an Puntrut. 20. März 1791.

Le Canton d'Indvillers, assemblé par ses Maires et Deputés pour deliberer sur le parti à prendre dans ces Circonstances critiques, ou il se trouve à raison de sa Situation, étant environné de toute part des Terres de la Principauté de Porrentruy, ma chargé de faire connoitre son voeu et sa facon de penser sur l'arrivée de trouppes étrangères dans le Pays, aux Cantons qui nous sont voisins et de demander les leurs, à fin de pouvoir agir uniformement, après avoir assisté à une Conference que ces Deputés, parmi les quels j'ai eu l'honneur de faire nombre, ont eu ensemble pour remplir le devoir qu'ils m'ont imposé, je voeux parler en leurs noms et rapporter la resolution qu'ils ont prise: C'est avec le regret le plus vif & une veritable crainte pour la suite, que nous voyons arriver des Trouppes Autrichiennes dans notre voisinage, quoique le nombre en soit petit, cela nous fait voir que le passage est frayé et ouvert à de nouvelles, qui pourroient y venir. Ces trouppes favoriseront nos Contrees réactionnaires, elles leurs formeront un foyer, d'ou ils pourront faire jouer leurs Machines et leurs manoeuvres iniques avec plus de succes que depuis l'Allemagne; ces trouppes sont autant d'ennemis pour ainsi dire dans notre Pays, ne cherchons point à nous dissimuler qu'elles sont envoyées par des hommes qui souhaitent de tout leur Coeur l'annéantissement de notre belle Constitution, qu'elles sont actuellement à la disposition de ceux qui ont le meme désir. Qui peut nous repondre, que ce n'est point une tentative pour se prouver et qu'après celle ci aucunes autres n'arriveront en plus grand nombre, aux quelles se joindront tous nos mécontents de France; vous nous dirés qu'alors on les repoussera, mais par le meme principe qu'on fait valoir actuellement pour nous deffendre d'agir, nous serons arretés; d'ailleurs il sera beaucoup plus difficile, et nous en serons tou-

jours, nous autres Cantons voisins, pour être le Theatre des Combats qu'il faudra livrer tandis qu'à present, sans coup férir, on pourroit facilement leur faire prendre la Route du Pays d'où elles viennent.

Nous sommes parfaitement assurés sur le mal et le desordre qu'on fait entrevoir si nous passions nos Limites, pour les raisons que nous apportons ci-après.

Presque tous les habitans de cette Principauté sont indignés de l'arrivée de ces Soldats comme il conste par la déliberation de tous leurs representants, qui nous a été reçemment addressée; c'est la volonté seule d'un Prince injuste qui les a conduit chez eux, le peuple n'at-il pas le droit de dire à ces Soldats, nous ne voulons point que vous habitiés dans notre Contrée, si vous y Sejournés malgré nous, c'est une violence que nous tacherons de repousser par la force. Ce peuple agissant ainsi, est il Injuste et Rebelle? qui osera le dire, si non un fourbe, ou un homme, dont la Nature est depravée? Nos augustes representants n'ont ils pas etés dans le meme Cas, n'avons nous pas tous agis de même?

Ce peuple dans cette inconstance pour se soustraire à la fureur de ses Ennemis, nous demande du secours comme à ses frères en bons voisins; si en cette qualité nous leur en portons, serons nous ses aggresseurs? si nous lui aidons à repousser un Ennemi qui nous est commun avec lui, violerons nous son Territoire, lui donnerons nous sujet de rompre cette bonne Intelligence qui regne entre nous et lui? Non; au contraire, si nous sommes Sourds à ses Prieres, nous le mettrons hors d'Etat d'opposer une barriere à nos Ennemis que nous aurions toujours à notre Porte; dernierement que le bruit se repandit qu'on bruloit nos Villages et que nous etions hostilement attaqués, plusieurs habitans du Pays de Porentruy accoururent armés, entrerent en France, et se melerent avec nos gens gardes Nationales. Cette Action nous a pénetrés de reconnoissance, qui Vous a dit qu'ils avoient violé notre Territoire? les memes sont attaqués par des Ennemis autant à craindre que ceux qui bruloient leurs Villages; encore plus, puis qu'ils sont venus à

fin de les forcer d'accepter pour Loix la Volonté d'un veritable Despote et pour les obliger à supporter tel Joux qu'il lui plaira leur en imposer. De quel Oeuil regardrions nous des Trouppes qui par ordre du Roi sous pretexte de remettre la tranquillité en France & de conserver sa Personne, quoi qu'elle ne soit pas en danger, chercheroient à nous faire rentrer sous le Pouvoir absolu de ce Chef de notre Nation? Nous verserions jusqu' à la derniere goutte de notre Sang pour les vaincre; Nous conserverions dans nos Ames une eternelle reconnoissance pour ceux qui nous auroient aidés dans un pareil Cas. Nous nous trouvons dans un Cas entierement semblable envers les habitants de Porentruy, qui ont le meme droit que le peuple francois de se faire des Loix, pour leur gouvernement interieur; d'ailleurs nous sommes obligés par un Traité solemnel Art. 2. de leur preter Secours contre leurs Ennemis, et même dans le Cas ou leur tranquillité interieure seroit alterée, dès le moment meme qu'ils nous en requierent, et eux sont obligés de s'opposer à mains armées au passage des notres sur leur territoire, ce qu'ils seront dans l'impossibilité d'executer. On dira peut etre que c'est à la requisition du Prince, mais ce seroit dire, que ce sont tous de veritables Esclaves; Grace à Dieu on est revenu de ce fatal prejugé. Un Chef qui n'agit point de concert avec son Peuple et qui s'oppose à son bonheur n'est plus regardé que comme un Ennemi interieur, au lieu d'etre Père.

Nous ne nous livrons point aux insinuations des Mécontents de Porrentruy, mais aux Sentiments de nos Coeurs. Ceux qui ont manifesté une façon de penser tout à fait contraire à la notre se sont peut etre laissé induire en erreur et se sont livrés aux insinuations du petit nombre, qui ont interet à maintenir les vices et les abus du Gouvernement de la Principauté.

Nous avons tous unaniment pensé, que les devoirs de recconnoissance, de Justice, et d'interèt nous obligent à favoriser et à procurer l'eloignement de ces Trouppes Autrichiennes, qu'en consequence au premier mouvement que les habitants de Porrentruy fairont, pour les faire evacuer leur pays, comme

frères et comme Voisins nous nous joindrons à eux, pour les aider, et que nous avertirons au premier bruit les Cantons qui courent le meme danger que nous. Nous ne doutons point, qu'aucun Corps administratif, ni aucun Agent du pouvoir executif ne peut ordonner cette demarche, mais de la faire de la maniere, que nous nous proposons, elle ne peut que vous etre d'une grande utilité, et prevenir probablement quelque chose de tres funeste pour nos Cantons. Nous n'agirons que de concert avec vous. Vous voyés notre façon de penser, ne manqués point de nous faire parvenir la votre au plus tot qu'elle soit; pour que cela soit plus prompt je vous envoye des Exprès; Vous en fairés de meme.

Copie collationée et conforme à l'Original, signé par Ordonnance J. J. Voisard, envoyé à l'addresse du Comité de la Ville de Pourrentruy et des Corps unis à Pourrentruy le 21 Mars 1791.

73. Der Rath zu Solothurn an denjenigen von Zürich. 22. März 1791.

Unser etc.

Nebst höflichster Verdankung Euers freundeidgenössischen Erlasses vom 12. diss, sollen wir Euch Tit. versprochener maassen die Nachrichten fortsezen, die wir seit unserem lezten Schreiben vom 16. von unseren Hrn. Ehrengesandten aus Pruntrut erhalten, dahin gehend, dass den 17. Sr. H. F. Gn. ein von der K. K. Regierung zu Freyburg abgefertigtes Schreiben behändiget worden, welches den würklichen Abmarsch der K. K. Truppen nach den Fürst-Bischof Baselischen Landen ankündigte, und dass an gleichem Tag wegen zurückkonfft einiger aller Orthen herum streichenden Abgeordneten von der Stadt zimmliche Bewegung in derselben verspührt worden; am 19. ward nach einer unter dem Presidio des Hrn. von Rengger, Hochfürstlichen Hof-Rath geheimen Cabinets-Secretar, und Syndic der Landständen mit den hizigsten Köpfen auf dem Rathhaus den 18. gehaltener Versammlung ein höchst Aufrührische,

und die Regierung schmerzlich beschimpfende Denkschrift von drey sich nennenden Deputierten Sr. F. Gn. mit widerholtem stolzen Hinzuthun abgeben, dass Sie keine Gnad, auch nicht Pardon, sondern Recht verlangten; diese Schrift ist auch sogleich den versammleten sammtlicher Hohen Ständen Ehrengesandtschaften vorgelegt worden, und enthaltete unter anderem, dass sie auf erhaltene Hochfürstliche Erklärung vom 14. Merzen in betreff des K. K. Truppen-Anmarsches für nothwendig erachtet, eine Gesandtschaft an die Nationalversammlung nach Paris mit dem Auftrag abzuordnen, um auch von daher die Absendung eines Commissarii, nebst einer denen kaiserlichen ähnlichen Anzahl französischer Truppen auszuwürken.

Der wegen Inhaftierung des Hrn. von Rengger in der dieses Vorfahls halber gehaltener Conferenz gethane Vorschlag, seye wegen aus Abgang des erforderlichen Militärs zu beförchtenden allgemeinen Aufstandes nicht für rathsam befunden worden, so, dass er noch den nemmlichen Tag zu dem neu erwehlten Metropolitan Hrn. von Lyda seinem Oheim nach Paris, um der Nationalversammlung die Anliegen dortiger Ständen vorzutragen, und erwünschte Remedur anzubegehren, abgereisst; nachdeme Er zuvor verschiedenen Versammlungen der Deputierten ihme drey oder vier derselben dahin mitzugeben, heftigst angehalten.

Sonntag den 20. in der Frühe um 8 Uhr seien ganz unvermuthet die erst auf Mittag erwartete K. K. Hilfsvölker bestehend in dem

Gemmingischen Obrist Bataillon von . . .	206 Mann
Ezernach Compagnie	217 „
Officiers, Fusiliers, Artilleristen und von Dragoneren 2 Stabs Escadrons und Officiers . .	33 „
	456 Mann,

nachdem Sie Abends vorher in Delsperg angekommen, nach einem die ganze Nacht fortgesetzten beschwerlichen Marsch in Pruntrut zu ungemeinem Trost der Regierung und ohne irgend widrigen Begegnusses eingetroffen. Wir sehen mit Be-

gierde den ferneren Nachrichten von daher entgegen, und werden unermanglen, Euch Tit. solche alsogleich freundvertraulich zu übermachen. Womit Euch etc.

74. Der Rath zu Basel an denjenigen von Zürich. 25. März 1791.

Unser etc.

Die von Euch Tit. gegen uns jeweilen erprobte viele Freundschaft lasst uns nicht verweilen mit gegenwertigem Euch Tit. zu eröfnen, dass unsere nach Pruntrut abgeordnet gewesene beide Hrn. Ehren-Deputierte lezteren Mitwochs den 23. diess Abends glücklich wieder bei Uns eingetroffen, und Uns anheute über Ihre dortige Verrichtung geziemende Relation abgestattet haben; Es hat sich unter andrerm daraus ergeben, dass die kaiserlichen Völker Sonntags den 20. diess Morgens Früh in der Fürstlichen Residenz-Stadt angelanget, und dass dieselbe Ihre ganze Marsch-Route durch das Bischöfliche ohne einiges Hinderniss haben fortsezen können; dise Ankonfft der Truppen wodurch Sicherheit für den Fürsten, und Kraft für die Regierung und Gesäze wider solle erzielt seyn, nebst der Betrachtung dass die Beschwerden des Volks nach dem Reichs Constitutionsmässigen Rechtspfad nunmehr werden erörteret werden, hat unsrer Hrn. Deputierte bewogen, allervorderst denen Hrn. Deputierten von Bern und Solothurn in Sessione die Eröffnung zu machen, dass Sie ihre Missiven für beendet ansehen, und also um so ehender nach Hause zu reisen gesonnen, da sie von uns den Ruf zur baldmöglichen Heimkehr würklich erhalten; die sammtliche Deputatschaften haben sich daher über Ihre Lage unterm 21. Merz reiflich berathen, und schlüsslich einmüthig gefunden, dass der Zweck der Berufung nach Pruntrut vollkommen erfült sey.

Infolge dessen begaben sich demnach die Hrn. Ehren-Deputierte aller 3 Ständen gemeinschaftlich zu Ihro Fürstlichen Gnaden, Hochwelchen über die gegenwertige günstigere Lage der Sachen durch den Ersten Hrn. Deputierten von Bern ge-

glückwünscht, im Nammen aller das befinden der Deputatschaft, dass nemlich Ihre Berufung für erfült ansehen eröfnet, und unter Verdankung aller genossenen Höflichkeiten und Ehrenbezeugungen die Beurlaubung angezeigt und um Entlassung geboten ward.

Diese Aeusserung erwiederte der Fürst mit einem rührenden Dankkompliment so wohl gegen die Hohe Stände als die Hrn. Ehrendeputierte für die wichtigen Dienste so ihm bei diesem Anlaas geleistet worden, mit dem Ausdruck, Er werde nicht nur Selbsten stets dessen eingedenk verbleiben, sondern auch seinen Nachkommen die Nachricht davon in den Annalen hinterlassen.

Betreffend aber insbesondere die Abreise der Hrn. Ehrendeputierten, so eröffnete der Fürst, Er werde trachten denselben noch während ihrem Aufenthalt allhier den Plan dessen was in der Versammlung der Landstände tractiert werden solle, vorzulegen, und dero Gedanken darüber zu vernehmen, welches bisher wegen Besorgung der häuffigen Depeschen nicht habe geschehen können, ermanglenden Falls aber, werde Er solches an die Hohen Stände einsenden, und vor aller Verfügung dero Beyfall erwarten; die Herren Deputierte von Bern und Solothurn erwiederten hierauf, dass Sie erst jezt für die Einwilligung zu ihrer Heimreise und überschikung der Pferde nach Haus schreiben, und daher nicht glauben vor dem Anfang könftiger Woche verreisen zu können, indessen aber dasjennige gerne anhören wollen, was Ihro F. Gn. Ihnen zu communicieren belieben werden; unsere Hrn. Deputierte hingegen die sich bereits in der Möglichkeit zu verreisen befanden, und aus dem Vortrag des Fürsten verbunden mit den obwaltenden Umständen, und den eignen von seithen der Deputatschaft bey dem Fürsten im Nammen aller gethaner Aeusserung keinen Anstand zu etwas früherer Abreise ersahen, beurlaubten sich demnach für sich allein Dienstags den 22. Merz bei Sr. Hochfürstlichen Gnaden nochmals förmlich, Hochwelche dann auch wiederholt die wärmsten Empfindungen des Dankes vernehmen zu lassen beliebten, und eben so ware auch der

Abscheid bey denen Hrn. Ehren-Deputierten von Bern und Solothurn ganz freundschaftlich und ein angenehmer Anlaas einander gegenseitig für erwiesene Freundschaft und Eidgenössisches Vertrauen bestens zu danken.

Der über die Verrichtungen der 3 Stände zu Pruntrut abgefasste Abscheid selbst lautet dahin, dass diese Conferenz ein glückliches und Ehrenvolles Ende genohmen und das von Sr. H. F. Gn. unseren Hrn. Deputierten mitgegebene Recreditiv zeugt auch von Seite des Fürsten von dessen Zufriedenheit und gönstigen Gesinnungen.

Wir theilen Euch Tit. in Anlage eine Abschrift von disem Recreditiv mit, in der Beredung dass Euch der Innhalt desselben zu wissen vielleicht lieb sein möchte, und in der gleichen Betrachtung haben wir Euch die näheren Umstände wie die Schweizerische Deputierte zu Pruntrut ihre Conferenz beendet, überschrieben.

Wir sind es überdiss Euerem wahr Eidgnössischen Antheil an allen unseren Angelegenheiten schuldig, das Ende einer Sache Euch bekannt zu machen, während dessen Daur Ihr Euch so vielfältig bemühet, erfüllen auch dise unsere pflicht mit vergnügen und nochmahligem wärmsten Danke, und empfehlen übrigens uns sammtlich dem Schuz des Allmächtigen etc.

75. Copie eines Schreibens aus Rheinfelden. 25. März 1791.

Das Antwortschreiben von Ihro Kaiserlicher Majestät d. d. 27. Hornung auf die Vorstellung von L. Stand Basel d. d. 10. ejusdem befindet sich in hiesiger Gegend schon in mehreren Händen abschriftlich, und gibt anlaas zu vilen Critiquen und bemerkungen gegen Basel; auch wird selbiges nächster tagen in allen Zeitungen erscheinen, nachdemme solches durch die Regierung aus Freyburg an die betreffende Comptoire mitgetheilt werden.

Seit gestern ist der berühmte Advocat und Haubtwerbungs-Director M. Le Clerc von Colmar wiedrum allhier; vorgestern

Abends schon kam der Comte de Berrain mit drey Bedienten abermahl anhero, und gestern Abends kam eine Trouppe uniformiert und wohlgekleideter Musicanten von zehen Köpfen Hier an, welche der Comte de Berrain für seine Domestiques ebenfahls aus und vorgiebt, dass heute seine Gemahlin auch anhero kommen, mit der Er hernach nacher Ettenheim (der dermahlige Aufenthaltsort diser Refugiers) wider retournieren werde. Allein die Sache scheint verdächtig, und man glaubt vielmehr dass sich dise Gäste wieder Hier einnisten werden. Diser Graf Berrain solle in Freyburg mit dem Hrn. Regierungsrath von Greiffenegg einen lauten Wortwechsel wegen der Exilierung aus hiesigen Landen gehabt haben. Er spricht seit demme laut und an Orten wo er gehör findet etwas umständlicher über die Handlungen von gedachtem Acte.

Das Regiment Neügebaur, sinthero fast beständig in Insprugg in Garnison gelegen, ist in 3 Colonnen und die leztere in voriger Wochen schon nach Freyburg abmarschiert; dises bleibet ganz daselbst, die hiesige Garnison aber wird mit einer andern Compagnie vom nemlichen Regiment nächstens verstärkt. Es befindet sich würklich ein Commissaire allhier, welcher auf dem Lande alle Stallungen beaugenscheiniget und aufzeichnet, wie viele Pferde in denselbigen untergebracht werden können.

Alle Lebensmittel und Fourage sind frischer Dingen im Lande mit engster Spehr angelegt, mithin wird es in unseren Landen bald volkreicher werden, weilen mehrere Regimenter zu Fuss und zu Pferdt schon auf dem Marsch sind etc.

76. Der Rath zu Solothurn an denjenigen von Zürich. 26. März 1791.

Unser etc.

Wir sollen unserm gethanen Versprechen gemäss ohne Verschub Euch Tit. die unterm 21. und 24. dises von Pruntrut erlassene besonders tröstliche Nachrichten in gewohnter Vertraulichkeit mitzutheilen ohnermanglen, vermög welchen wir

von unseren Hrn. Ehrengesandten behälliget worden seynd, dass vermittelst der alda einquartierten K. K. Hilfsvölkern der Sicherheit Sr. H. F. Gn. Hoher Persohn, der Ruhe Hochdero Landen, dessgleichen für den ordentlichen Gang der Justiz und Regierung, und endlichen durch bevorstehende Versammlung der Landesständen für die Aufrechthaltung der Constitution Reichsgesäzmässig gesorget seyn, Sie hiermit sich getrösten, den von Uns erhaltenen Auftrag nach unserer Willensmeinung vollzogen zu haben, so bliebe Ihnen nichts mehr übrig als insgesammt mit denen Hrn. Ehren-Gesandten der Hohen Ständen Bern und Basel bey Sr. H. F. Gn. nebst Erstattung des wärmsten Dankes für Ihnen erwiesenen Ehre, Zutrauen und Freundschafft die Eröffnung zu thun, dass Sie Anfangs könftiger Woche von Hochdenselben Urlaub zu nehmen gedenken, dass ein solches von Sr. H. F. G. über die maassen verbindlich aufgenommen, in den rühmlichsten ausdrüken verdanket, und auch höflichist auf die Verlängerung ihres Aufenthalts alda gedrungen worden, doch aber endlichen auf wiederholt gemachte zwekmässige Vorstellungen unter Aeusserung Hochderoselben gegen allseitige Hoheiten für den dissfahls geleisteten wesentlichen Beystand immer nährenden und auf dero Nachfolger fortpflanzenden aufrichtigsten Erkanntlichkeit und wahren Gegendienstes Eifer eingewilliget habe. Es seyen auch deme zufolg des Hohen Standes Basel Hrn. Ehren Gesandte den 23. dises abgereisst. Der wegen stürmischer Witterung den 21. abgehaltene wenig zahlreiche Jahrmarkt an welchem Einer oder zwey von den Aufwikleren des Abends in Verhaft gezogen worden, seye ansonsten ganz ruhig abgelauffen, und Sie verhoffen, dass vermittelst des dasigen vortrefflichen Militärs und dessen würksamen und klugen Anstalten, nunmehr alles in den behörigen Grenzen werde erhalten werden, obgleich an schrift — und mundlichen Drohungen von Seite der in das benachbarte Französische nun sich geflüchteten vormahlig so genannten Deputierten keineswegs Mangel seye. Wir bitten die göttliche Vorsicht, welche so augenscheinlich bis anhin über unser so theures Vaterland gewachet,

Sie wolle Ihren alles vermögenden Segen über Uns sammethafft ausgiessen, und alles Unheil noch ferners gnädigst abwenden, in deren Obhut wir Euch etc.

77. Der Rath zu Basel an denjenigen von Zürich. 28. März 1791.

Tit. etc.

Mit jedem Schreiben von Euch Tit. empfangen wir einen neuen Beweiss, wie sehr Ihr für unsere Beruhigung stets bemühet seyet! Wie uns dann auch Euere Zuschrift vom 19. d. M. die angenehme Versicherung gibt, dass Ihr Tit. unserem Ansuchen um Hrn. Representanten nicht nur willfährig entsprochen habt, sondern aus Euerem Ehren-Mittel selbs einen solchen zu verordnen, das gütige Belieben traget, welche Geneigtheit wir Euch Tit. verbindlich verdanken, und Euch zugleich berichten, dass wir auch in Gemässheit Euers Rathes unter heutigem dato das ansuchen an L. Stand Lucern gelangen lassen, uns erforderlichen fahls mit einem Hrn. Representanten ebenmässig an Hande zu gehen. Zwar ist dermahlen, Gott seye gedanket, keine augenscheinliche Gefahr vorhanden, die Umstände um uns herum aber, und die Bewegungen in beidseitigen Nachbarschaften sind immer bedenklich, und augenbliklicher Wendung unterworffen, so dass uns alsdann Eidgenössischer Rath von grosser Wichtigkeit werden möchte, zu welcher gemeineidgenössischer Bevollmächtigung die Benehmigung unserer übriger G. L. E. inzwischen wohl einkommen werden.

Ihr Tit. werdet bereits aus unseren Schreiben sowohl den Durchzug der K. K. Kriegsvölker über unser Gebieth, als auch derselben ungehinderte Ankonfft zu Pruntrut vernohmen haben; da aber dennoch ungewiss bleibt, ob nicht der längere Aufenthalt diser Truppen in den Bischöflichen, den Durchmarsch mehrerer und das Ansinnen darfür an Uns nach sich ziehen möchte, so wenden wir uns in diser allerdings wichtigen Angelegenheit an Euch Tit. mit der Ersuchen Euere kluge

Gedanken darüber walten zu lassen, die Gesinnungen übriger Lobl. Stände hierüber einzuhollen, und uns so dann in Eidgenössischer Vertraulichkeit zu eröfnen, wie von Euch Tit. und übriger Lobl. Orten ein solches allfahlsiges Begehren angesehen werde? auch uns freundbrüderlichen Rath zu ertheilen, wie wir uns dissorts zu benehmen hätten? Wir zweiflen nicht, so wie Ihr bis dahin alle unsere Besorgnisse beherziget habet, so werdet Ihr auch dise Anfrage Euerer Aufmerksamkeit würdigen, und uns durch euere Antwort best möglichst beruhigen, die wir Euch Tit. etc.

78. Derselbe an denselben. 29. März 1791.

In geziemender Fortsezung des zwüschen Euch Tit. und Uns obwaltenden freundvertrauten Briefwechsels, sollen wir allervorderst in Ansehung der Rückkonft unserer Hrn. Deputierten uns auf das Schreiben Unserer Gn. Hrn. und Oberen vom 25. dises beziehen, und für die willfährige Entsprechung unsers Ansuchens um die Ernammsung gemein Eidgenössischer Representanten wolten wir anmit den Danksagungen Unserer Gn. Hrn. und Oberen vom 28. diss durch gegenwärtiges auch an unserem Ort insbesondere beyzustimmen nicht länger in Verzug sezen. Worbey wir nicht umhin können, Euch Tit. die freundvertrauliche Eröfnung zu thun, dass unseren Hrn. Deputierten sowohl von dem Fürst-Bischof selbst, als von dem Commandierenden Officier der K. K. Hilfstruppen in einer particular Conferenz und gleichsamm nur gesprächsweise, die Anzeige beschehen, dass bey dem Durchmarsch diser Truppen noch ungefähr Hundert Mann in Rheinfelden zurükgeblieben, denen mann erforderlichen Falls den ungehinderten Durchzug ohne einigen Anstand nach Aufsehen zugestatten sich, wie Sie hoffen, keineswegs entziehen werde; wir glauben aber die Umstände nicht so beschaffen, dass dieser Nachzug von seits des Fürsten noch begehrt werden wird; indem laut zuverlässigen Berichten aus dem Bischöflichen sich dermalen alles in zimmlicher Ruhe und Stille befindet.

Auch in den benachbarten Vorlanden lassen wir von Zeit zu Zeit über das allda Vorgehende vertraute Bericht einziehen, und die von daher erhaltene Nachrichten werdet Ihr Tit. aus beykommendem Extract eines Schreibens aus Rheinfelden zu entnehmen belieben.

Was die dermalige Bewegungen in dem Elsass betrifft, so können wir Euch Tit. nur so viel sagen, dass die Truppen in dieser Provinz sich einigermaassen vermehren, die Vestung Hüningen in wehrbaren Stand gestellt, und die Canonen aufgepflanzt werden.

Diess ist alles was wir Euch Tit. zu berichten haben, so dass uns dermalen nichts anders übrig bleibt, als uns die geneigte Fortdauer Euerer gegen uns hegenden freundeidgenössischen Gesinnungen fernerhin bestens auszubitten, und sofort Euch etc.

79. Gutachten des Geheimen Rathes in Zürich an den Grossen Rath daselbst. 31. März 1791.

Als M. G. H. unterm 19. d. M. dem Ansuchen des Lobl. Standes Basel um Bereithaltung zweyer Eidgenössischer Representanten entsprochen, und sich für dero Hohen Stand zu Absendung eines derselben willfährig erzeigten, so standen Hochdieselben in der Ueberzeugung, dass durch das Einrucken kaiserlicher Truppen in das Bisthum Basel dem Geschäft diejenige günstige Wendung gegeben worden sei, welche zur Beruhigung der benachbarten lobl. Stände dienen, und weitaussehende Rathschläge überflüssig machen dürfte.

Hochdieselben wurden darin durch ein Schreiben des lobl. Standes Basel vom 25. d. M. besteifnet, enthaltend die Anzeige, dass vermittelst der erhaltenen Militärunterstützung die Sicherheit des Fürst-Bischofs erzielet, die Ausübung der Gesetze und der Justiz in Kraft erhalten, die Beschwerden der Unterthanen zu Reichsverfassungsmässiger Erörterung verwiesen, die Verhandlungen der eidgenössischen Gesandtschaften beendiget, und von diesen die Beurlaubung genommen worden sei.

Allein unterm 28. d. M. erschienen die Besorgnisse des lobl. Standes Basel neuerdingen aufgeweckt, und derselbe glaubte sich hinlänglich begründet, auf den Fall, dass die im Pruntrutischen liegende Truppen verstärkt, und Er um einen neuen Durchzug angesucht werden sollte, den eidgenössischen Rath und Anleitung, wie Er sich zu verhalten habe, vorläufig einzuholen.

Soviel aus seinem Schreiben, und besonders aus einem demselben beigefügten Geheimen Raths Schreiben ersichtlich ware, so beruhete Ihre Veranlassung einerseits auf der von dem Commandanten der kaiserlichen Truppen zu Pruntrut gemachten Voreröffnung, dass ohngefähr Hundert Mann zu seinem Corps gehörig zu Rheinfelden zurückgeblieben seien, die auf den Fall der Nothwendigkeit zu ihnen stossen sollten; und anderseits auf der Beobachtung, dass sowohl im Elsass, als den österreichischen Vorlanden, die Truppen vermehrt, und in Bewegung gesetzt werden, wo alsdann der eidgenössische Rath dem dortigen L. Stand von grosser Wichtigkeit sein dörfte.

Die Unbestimmtheit dieses Begehrens, die Vermischung zweier von einander ganz unabhängig scheinender Ereignussen, und die Ungewissheit, ob und in welcher Gestalt der einte oder andere dieser gesetzten Fälle sich zutragen möchte, hat den Rathschlag der Hrn. geheimen Räthe einigermaassen erschwert.

Ist es nur um den ersten, nämlich den Durchmarsch einiger zurückgebliebener Mannschaft zu thun, so ist solcher von geringem Belang, bedarf keiner Correspondenz mit den eidgnössischen Ständen, ligt schon in den von diesen angenommenen Grundsätzen, ist in dem gemeinsam ertheilten Rath mitbegriffen, und vorzüglich stimmt Er mit dem Endzweck überein, dass diese Mannschaft lediglich zu Erhaltung der inneren Ruhe und gesetzlichen Ordnung im Bistum diene.

Sollte aber dieses geringe Truppen-Corps der gegebenen

kaiserlichen Zusicherung und aller Wahrscheinlichkeit zuwider mitunter zu Beförderung einer anderen verborgenen und weitaus sehenden Absicht bestimmt sein, und einigen Zusammenhang mit den Bewegungen längst dem Rhein haben, so wäre höchst nöthig, eine nähere Kenntnuss der Dingen zu erlangen, ehe ein angemessener Rathschlag zu Sicherstellung und Beruhigung des lobl. Standes Basel abgefasst werden kann, und es schiene allerdings bedenklicher, durch voreilende Berathung eines ungewissen in seinen Umständen ganz unbekannten Falls, unnöthiges Aufsehen zu erwecken, als dass einiger Nachtheil aus fernerer Verzögerung entspringen sollte. Dieser letzte Grund besonders müsste der lobl. Eidgenossenschaft so sehr einleuchten, dass kaum von einem lobl. Stand eine bestimmte Antwort auf eine solche schwankende Einfrage erfolgen wurde.

Wann nun die Hrn. geheime Räthe diese Beschaffenheit der Sachen reiflich erwogen haben, so gehen Ihre gutächtlichen Gedanken dahin, dass dem L. Stand Basel die Gründe eröffnet werden möchten, warum man diess Orts unthunlich finde, sein Ansuchen der L. Eidgnossschaft mitzutheilen, sonder für besser halte, den ferneren Erfolg abzuwarten; alles nach Maassgabe des beiliegenden Entwurfs, der Euch M. G. Hrn. zur Beurtheilung ehrerbietig hinterbracht wird. —

80. Der Grosse Rath in Zürich an Basel. 4. April 1791.

Unser etc.

Gleich wie wir uns bisdahin bestrebt haben, Eueren in den bekannten Angelegenheiten geäusserten Sorgen, mit freundvertraulicher Theilnahme zu begegnen, so haben wir auch Euere unterem 28. Merz uns vorgelegte Frage, wie Ihr Euch auf den Fall, dass das Ansuchen um den Durchpass mehrerer kaiserlicher Truppen, zu Verstärkung derjenigen die bereits in den bischöflichen Landen liegen, widerholt wurde, verhalten sollet? redlich beherziget.

Wir gestehen gern, dass die sint dem Einmarsch der Ersteren uns zugekommene tröstliche Nachrichten von der daselbst bevestigten guten Ordnung und hergestellten Krafft der Gesätze uns hoffen liesen, dass ein solcher Rathschlag entbehrlich, und die Euch Tit. jüngsthin zugefertigte gemeineidgnössische Zuschrift zu Euerer Anleitung hinreichend sein wurde.

Sie enthaltet diejenigen Gründe, welche die L. Stände bewogen haben, Sich die Beruhigung der benachbarten Reichs Lande, auf eine für letztere würksame und verfassungsmässige, und für jene wenigst beschwerliche Weise, angelegen sein zu lassen. Besonders bestimmt sie die bei dem Durchmarsch der Truppen zu gebrauchenden Vorsorgen, und den einigen und eigentlichen Endzweck derselben, und dieser ist in dem kaiserlichen Schreiben feyrlich anerkannt.

Wann demnach die Umstände wider Vermuthen es nöthig machen sollten, den Nachzug einiger zurückgebliebener Mannschaft, unter den obigen Bedingen, bei Euch Tit. anzusuchen, so glauben wir, dass die von der L. Eidgnosschaft geäusserte Grundsätze, und der von Ihro in dem ersten Fall bereits ertheilte Rath, Euch Tit. genugsame Anleitung geben, ohne darüber in eine weitläufige und verzögerende Correspondenz eintreten zu müssen.

Sollte aber, wie wir es kaum glauben, sonder die diessfällig erhaltene und dem französischen Ministerio mitgetheilte kaiserliche Erklärung gänzlich beruhigend finden, dieses geringe Truppen-Corps ungleiche Gedanken über seine Bestimmung und den Verdacht bei der Nachbarschaft erregen, als ob es einigen Zusammenhang mit anderwärtigen Bewegungen hätte, so wäre uns eine nähere Kenntniss der Dingen nothwendig, um einen angemessenen Antrag an die lobl. Eidgenossenschaft machen zu können, indemme wir uns von Ihrer Seite keiner bestimmten Antwort auf einen solchen ungewüssen Fall, versprechen dörften, und es allerdings uns bedenklicher bedunkt, durch voreilende Berathung eines unwahrscheinlichen, und in seinen Umständen ganz unbekannten Ge-

genstandes, unnöthiges Aufsehen zu erregen, als den näheren Erfolg abzuwarten.

Uebrigens überlassen wir Euch Tit. von den durch die lobl. Eidgenossschaft Euch ertheilten und Bundesmässigen Zusicherungen, welche allein auf Euere Beruhigung abzielen, nach Nothdurft der Umstände, den gutfindenden Gebrauch zu machen, und versicheren Euch, dass wir in den bisherigen freundeidgenössischen Gesinnungen unwandelbar verbleiben, mit welchen wir Euch Tit. nebst uns etc.

81. Der Rath zu Solothurn an denjenigen von Zürich. 6. April 1791.

Unser etc.

Gemäss unseres unterm 26. hingewichenen Merzen an Euch Tit. gethanen Versprechens, machen wir es uns zur angenehmen Pflicht als einen Nachtrag dessen, was wir Euch von Zeit zu Zeit in freundeidgnössischem Vertrauen in Bezug auf die Unruhen in den Fürst-Bischof Baselischen Landen allbereits mitgetheilt haben, Euch des ferneren zu melden, dass unsere nach dem eingelangten dringendsten Ansuchen in grösster Eil den 16. Hornung an S. H. F. G. den Fürst-Bischofen abgeordnete Ehrengesandtschaft gleich jenen der Benachbarten und an das Fürstenthum Basel angrenzenden Hohen Ständen Bern und Basel, nachdemme dieselben nach vollendeten ihrer gemeinsammen Mission bei Sr. H. F. Gn. sich beurlaubt, vor einigen Tagen glücklich wider naher Haus gekehrt seien, und bis zu ihrer Abreise von Pruntrut daselbsten nichts von Wichtigkeit vorgefallen seie; das Uns heute von ermelt unseren Hrn. Ehrengesandten über dieses ganze Geschäft erstattete umständliche Hinterbringen enthalt auch nichts von Wichtigkeit, das Euch Tit. nicht allbereits schon mitgetheilt worden; daher in Erwartung dessen was zu dauerhafter Beruhigung erwähnter Landen des ferneren von der Regierung aus, Reichs-Constitutionsmässig, wird vorgenommen werden, wovon der Fürst-Bischof uns die geflissene Mittheilung geneigtest zugesagt hat, und diese so-

gleich an Euch Tit. beschehen soll, anders uns nichts übrig bleibt, als nur der eiferige Wunsch, dass die durch göttlichen Beistand nunmehr in diesen benachbarten Landen hargestellte Ruhe und Ordnung von langer Dauer seie. Gott gebe es, dessen Mächtigem Schutz wir Euch etc.

82. Der k. k. Resident, Herr von Tassara, an den Stand Basel. 12. April 1791.

Wiewohlen gegenwärtig dem Vernehmen nach in den Bischöflich-Baselischen Reichs-Landen alles ganz ruhig ist, So dörfte doch der auf den ersten Mey ausgeschriebene Landtag gegen besseres Vermuthen neue Irrungen oder wohl gar würkliche Thätlichkeiten veranlassen, und die schleunige Absendung der zu Rheinfelden befindlichen Compagnie von dem lobl. k. k. Baron von Gemmingischen Infanterie-Regiment naher Pruntrut zu Verstärkung des daselbst bereits in Besatzung liegenden k. k. Militär-Commando von besagtem Regiment nothwendig machen.

Um nun auf solchen Fall an der Zeit nichts zu verlieren, habe ich mit letzter Wiener Post den allerhöchsten Auftrag erhalten, schon dermalen die erforderliche Einleitung zu treffen, damit oberwähnte Verstärkung, wofern es würklich darauf ankommen sollte, sodann ohne weitere Rückfrage und nur auf die hievon vorgängig zu machende mündliche Anzeige, unaufgehalten und ungehindert von Rheinfelden aus durch hiesige Lande nach ihrer Bestimmung abgehen könne; daher Meine Hochgeachtesten Herren von der Güte sein wollen, schon von nun an nicht allein die hierzu erforderlichen Befehle ergehen, sondern auch mich von dem Erfolge gefälligst verständigen zu lassen, um meinem Allerhöchsten Hofe hierüber den allerunterthänigsten Bericht erstatten zu können.

Da übrigens schon in dem gegenwärtigen Augenblick dem k. k. Pruntruter Commando einige benöthigte Montierungsstück mittels Vorspann und unter Bedeckung von höchstens zweien Commandierten zugeschickt werden sollen; So gebe ich mir

die Ehre einen Hochweisen Rath noch weiters geziemend dahin anzugehen, nicht nur diesen, sondern auch alle derlei könftigen Transports Zoll und Mauth frei passieren lassen, hingegen von unserer freundschaftlichen Zurückgabe bei allen nur immer thunlichen Gelegenheiten überzeugt sein zu wollen.

Ich meines Orts werde jede, die sich mir darbietet, mit dem lebhaftesten Vergnügen ergreiffen um Beweise jener vollkommenen Hochachtung und wahren Ergebenheit abzulegen, womit ich allstets zu verharren die Ehre habe.

83. Der Rath zu Basel an denjenigen von Zürich. 13. April 1791.

Unser etc.

Ohne allen Verzug übersenden wir Euch Tit. eine Abschrift von einem uns zugekommenen Schreiben von dem k. k. Hrn. Residenten, worin die Anzeige geschieht, dass noch eine Compagnie von dem in Rheinfelden liegenden k. k. Gemmingischen Infanterie-Regiment dem bereits zu Pruntrut in Besatzung befindlichen Militär-Commando nächstens nachfolgen solle.

Die Berathung hierüber haben wir unseren geheimen Räthen überwiesen, welche den Euerigen das fernere desselben berichten werden. Mittlerweile empfehlen wir Euch Tit. sammt Uns etc.

84. Der Grosse Rath zu Basel an denjenigen von Zürich. 18. April 1791.

Unser etc.

Es ist unterm 13. diess E. U. G. L. E. Innerem Rath von dem Unsrigen die freundeidgnössische Nachricht mitgetheilt worden, welcher gestalten unsere Vermuthung wegen fernerem Durchzug einiger k. k. Völker über eine Strecke unserer Landschaft in die Bistum Baselische Lande sich durch das Ansuchen des k. k. Residenten wegen Durchmarsch einer noch in Rheinfelden liegenden Compagnie von dem Gemmingischen

Infanterie-Regiment erwahret hat; gleichwie aber aus Euerem Tit. unterm 4. dieses Uns zu übermachen beliebten Schreiben die klugen Vorstellungen und triftigen Gründe uns belehren, dass dermalen überflüssig sein wurde, dass hierüber gesammt lobl. Ständen Gutbefinden eingeholt wurde, als haben wir in unser heutigen Grossen Rathsversammlung, ungeachtet wir von dem Fürsten Bischof zu unserem Befremden desshalben noch nicht angegangen worden, erkannt, dass dem k. k. Hrn. Residenten entsprochen, und also diese Compagnie mit gewöhnlicher Vorsicht, auf näheres Begehren durchgelassen werden könne, wovon wir hiemit Euch Tit. zu Handen gesammt lobl. Eidgenossenschaft (falls Ihr es gutfinden werdet) gehörige Anzeige zu thun nicht entstehen wollen. Falls aber wider alles Verhoffen noch mehrere beträchtliche Begehren von dieser Art, welche die in dem an uns erlassenen k. k. Schreiben geäusserte Ausdrücke übersteigen würden, an uns beschehen wurden, als glaubten wir alsdann uns in die Nothwendigkeit gesetzt zu befinden, die von Euch Tit. und U. G. L. Miteidgnossen L. Stands Luzern gütigst zugesicherten HH. Repräsentanten zu uns zu bitten, um Ihres gemeinsamen guten Raths zu pflegen; Indessen widerhollen wir unseren lebhaften Dank, dessen wir uns Euch Tit. für die vielfach verursachten Bemühungen schuldig erkennen, und fügen nebst Versicherung unserer getreu Eidgnössischen Dienst Begierde, den Wunsch bei, dass der Allerhöchste unser gesammt werthes Vaterland in Ruhe und Frieden erhalten wolle, als dessen Obsorg wir uns sammtlich etc.

85. Beschluss des Rathes in Zürich.
23. April 1791.

Da Lobl. Stand Basel unterm 18. hujus anzeiget, dass Er den Durchpass einer dritten Compagnie kaiserl. Truppen nach Pruntrut bewilliget habe; auf den Fall aber mehrerer beträchtlichen Ansuchen, dieser Ort die Absendung der Hrn. Repräsentanten verlangen müsste, so solle auf Gefallen M. Gn. Hrn. Räth und Burger, Hochwelchen dieses und das letzte Schrei-

ben von Basel bei erster Versammlung vorzulegen ist, geantwortet werden, dass man die gegebene Nachricht verdanke, im Nothfall, den man jedoch noch nicht vorsehe, mit Absendung des hiesigen Hrn. Repräsentanten entsprechen und sobald der Durchmarsch der dritten Compagnie für sich gehen werde, der lobl. Eidgenossenschaft die schuldige Mittheilung machen werde.

86. Der Fürstbischof von Basel an den Stand Basel. 25. April 1791.

Tit. etc.

Gleich wie wir uns immer zur angenehmsten Pflicht rechnen werden, unseren Hochgeehrten Herren von allen in Bezug auf Wohlfahrt des gemeinsamen Vaterlandes in unsrer Botmässigkeit vorgehenden merkwürdigen Begebenheiten, die vertrauliche Nachricht mitzutheilen, also geben wir Uns dermalen die Ehre denenselben von der wieder unseren Hofrath und geheimen Raths-Secretarium Rengger von der Leimen vorgestrigen Tags erlassenen Edictal-Citation eine Abschrift hiebei zu überschicken, und unseren Hochgeehrten Herren auch anbei zu vermelden, dass der Vorder-Österreichische k. k. Regierungsrath Herr von Greiffenegg am 23. hujus, nicht zwar als ein kaiserl. Commissarius, sonder mit Allerhöchstem Auftrag die Umstände der allhiesigen Unruhen zu untersuchen, und darüber allerunterthänigsten Bericht abzustatten, unerwartet dahier angelangt, sofort aber in desselben Gegenwart, anheut beschlossen worden seie, den Landtag auf Montag den 16. Mey proximi würklich auszuschreiben.

Sobald also dissfallsige Convocations-Circolare ausgefertiget und abgedrückt worden sein werden, werden wir nicht ermanglen, solches U. H. H. ebenfalls mitzutheilen, um denenselben bei all nur ersinnlichen Anlässen darzuthun, dass wir nichts sehnlicher wünschen, als deroselben schätzbarestes Zutrauen stets beizubehalten, und U. H. H. die unwandelbare Begierde zu bethätigen, womit wir denenselben zu Erweisung

aller von uns abhangenden freundnachbarlichen Dienstgefälligkeiten immer so willig als bereit verbleiben.

Schloss Pruntrut den 25. April 1791.

Von Gottes Gnaden Joseph Bischof zu Basel, des Heiligen Römischen Reichs Fürst etc.

87. Derselbe an denselben. 26. April 1791.

Tit.

Unserem beschehenen Versprechen gemäss, geben wir uns die Ehre unseren Hochgeehrten Herren das gestrigen Tags erlassene Landständische Convocations-Rescript hiebei anzuschliessen. Dieselben werden daraus gefällig abzunehmen haben, dass wir alljenes, was zur allgemeinen Wohlfahrt des Landes dienlich sein mag, und der hieländischen Verfassung oder unseren Hohen Gerechtsammen nicht widrig sein wird, bei dem Landtag in Vortrag kommen zu lassen, bereit seien.

Wie wir nun unseren getreuen Unterthanen andurch ein untrügliches Merkmal unserer zu ihrem wahrhaften Wohlstand stets abgemessenen Landesväterlichen Liebe mittheilen, also wollen wir unter der Obwacht des Allerhöchsten einen glücklichen Erfolg verhoffen, Uns aber anbei all angenehmer Anlässe erwünschen, um unseren Hochgeehrten Herren die beständige Begierde zu widerholen, wormit wir denenselben zu Erweisung all von Uns abhangender freundnachbarlicher Dienstgefälligkeit immer so willig als bereit verbleiben.

88. Der Rath zu Basel an denjenigen von Zürich. 30. April 1791.

Unser etc.

Ohne den mindesten Verzug übersenden wir Euch Tit. abschriftlich zwei von dem Fürst-Bischof zu Pruntrut uns zugekommene Schreiben nebst derselben Beilagen, betreffend die Citation Sr. F. Gn. Hofraths und geheimen Raths-Secretarii Renggers von der Leimen und der auf den 16. des nächst bevorstehenden Monats angesetzte Landtag zu Behandlung der

obwaltenden Misshelligkeiten. Zugleich werdet Ihr Tit. aus diesen Schreiben wahrnehmen, dass es dermalen nicht um mehrere militärische Hülfe zu thun sein muss, weil in Keinem derselben hievon nicht die mindeste Ahndung geschehen.

Unter sehnlichstem Wunsche, dass die vorhabenden Verhandlungen, Frieden und Ruhe herstellen möchten, empfehlen uns beiderseits der Himmlischen Gnaden Bewahrung etc.

89. Der geheime Rath zu Bern an denjenigen zu Basel. 4. Mai 1791.

Unser etc.

Es hat Sr. H. F. Gn. dem Hrn. Bischofen von Basel gefallen, dem hiesigen Stande durch zwei abgeordnete Gesandte auf die verbindlichste Weise für den Antheil zu danken, welche derselbe an den bedenklichen Umständen genommen hat, die vor Kurzem in den Hochfürstlichen Landen obschwebten, und eben diese Gesandte werden mit dem nämlichen Auftrag sich auch zu Euch Tit. verfügen.

Aus der Darstellung der diessmaligen Lage der Sachen, haben wir uns überzeugt, dass so wichtig und heilsam die Ankonft der k. k. Truppen zu Wiederherstellung der Ruhe in Pruntrut und zu der Sicherheit der das Bistum Basel begränzenden Eidgenössischen Staaten gewesen, eben so nothwendig und unentbehrlich seie auch die fernere Gegenwart derselben zu ihrer Erhaltung.

Wir glaubten uns daher verpflichtet, diese unsere Gesinnung in den Recreditiv-Schreiben, welches denen Bischof Baslischen Hrn. E. Gesandten mitgegeben wird, Sr. H. F. Gn. bekannt zu machen, und wollten nicht anstehen, Euch Tit. dasselbe in dieser Rücksicht abschriftlich mitzutheilen, damit Ihr Tit. falls Ihr, wie wir nicht zweiflen, hierüber mit uns gleich denkt, das angemessen scheinende gleich verfügen könnet, welche übereinstimmende Aeusserungen der angränzenden lobl. Stände wahrscheinlicher Weise von dem Wienerischen Hofe nicht mit Gleichgültigkeit wurden angesehen werden. Ueber diese

unsere vertrauliche Mittheilung, bitten wir uns Euere Tit. Gedanken aus. Indessen empfehlen etc.

90. Der Rath zu Bern an den Fürstbischof von Basel. 4. Mai 1791.

Das schätzbare Zutrauen, welches Ewr. H. F. Gn. zu uns und den übrigen dero Lande begränzenden Schweizerischen Staaten, aus Anlass jener bedenklichen Umstände, welche die Ruhe in Ewr. H. F. Gn. Landen zu bedrohen schienen, getragen haben, forderte Uns auf, zu beweisen, wie erwünscht uns dieses Zutrauen ware, und wir freuten uns dieser Gelegenheit, Hochdieselben von der nachbarlichen Freundschaft zu überzeugen, die wir denenselben unveränderlich gewidmet haben.

Es ware uns also sehr angenehm, durch die Gesandte, welche Ewr. H. F. Gn. an uns abzuordnen das Belieben getragen haben, durch den Hochwürdigen und Wohlgebornen Herren Franz Xavery von Maler, des Hohen Bischof Baselischen Domstifts Capitularen und Deputierten und durch den wohlgebornen Hrn. Xavery Billieux von Ehrenfelden E. F. G. würklichen Hofrath und geheimen Raths-Secretair, mittelst der sehr verbindlichen Aeusserungen, welche Sie in dero Namen vor unseren gn. Herren und Oberen eröffnet haben, die Versicherung zu erhalten, dass Hochdieselben unsere in dieser wichtigen Angelegenheit gethane Schritte, als dieser Absicht entsprechend, angesehen haben.

Eben diese Freundschaft wird E. F. G. keinen Zweifel übrig lassen, dass wir mit dem grösten Vergnügen, aus der Erzählung, welche Hochdero Abgesandte vor unserem geheimen Rath gemacht haben, den Ruhestand vernomen, in welchem sich gegenwärtig das Bistum Basel befindet. So gross der Einfluss der Ankonfft der k. k. Truppen zu seiner Wiederherstellung ware, so sehr müssen wir uns auch überzeugen, dass ihre fernere Gegenwart zu Beibehaltung und Befestigung derselben nothwendig und unentbehrlich seie, und die Willfärigkeit, womit Sr. k. k. Majestät dem ersten Ansuchen E. F. G.

gehör gabe, lasst uns hoffen, Allerhöchstdieselben werden diese nachdruckliche und Reichs-Constitutionsmässige Unterstützung so lang in Hochdero Landen lassen, als E. F. G. ihre Gegenwart nöthig finden werden.

Wir wünschen eiferig, dass die Versammlung der Landstände, welche E. H. F. G. uns in dero verbindlichen Zuschrift vom 25. April letzhin angekündet haben, alle Anstände heben möge, welche bis jetzt einen Theil von deroselben Unterthanen von ihrem gütigen Landesvater entfernten, und sehen mit Verlangen dem wie wir hoffen nahen Zeitpunkt entgegen, wo das gegenseitige Zutrauen vollkommen hergestellt seie, und E. H. F. Gn. das Glück und die Ruhe eines weisen und gerechten Regenten in vollem Maasse wieder geniessen werden etc.

91. Der Rath zu Basel an den Fürstbischof von Basel. 9. Mai 1791.

Tit.

Da gestern Abends die Herren E. Gesandte von Ewr. Hochfürstlichen Gnaden der Hochwürdige und Wohlgeborne Herr Franz Xaverj von Maler, des Hohen Bischof Baselischen Domstiffts Capitular, und der wohlgeborne Hr. Xaverj Billieux von Ehrenfelden, Ewr. Hochfürstlichen Gnaden wirklicher Hofrath und geheimer Raths-Secretarius, allhier angekommen und bei unseren Ehrenden Hrn. Standes-Häubteren noch den nemlichen Abend Ihren Besuch abgelegt, und zugleich ein Creditiv von Ewr. H. F. Gnaden übergeben; woraus Hochderselben geneigte Gesinnungen gegen das Benehmen unsers Standes in den so bedenklichen Angelegenheiten in Euer H. Fürstlichen Gnaden Landen auf das wohlwollendeste hervorleuchten; da auch zu gleicher Zeit bemelte Hochwürdige und Hochgeachte Hrn. E. Gesandte den Wunsch geäusseret, wegen dringenden Geschäften so wenig als möglich aufgehalten zu werden, die Zusammenberufung eint oder anderer Raths-Versammlung mehrere Zeit erfordert hätte, so sind zu Beschleunigung der Sache ermelte Hrn. E. Gesandte, deren längeren

Aufenthalt wir allerdings gewünscht hätten, diesen Morgen in unsern geheimen Rath abgeholt und allda mit Vergnügen angehört worden, indem wir aus Ihrem mündlichen Vortrag des mehreren zu vernehmen hatten, wie dass Ewr. H. F. Gn. die verbindlichsten Aeusserungen gegen uns zu eröffnen beliebten. Wir werden unermangelt sein, bei nächster Versammlung, unserem Grossen Rathe vorzubringen, auf welche verbindliche Weise Ewr. H. Fürstlichen Gnaden Ehrengesandtschaft sich Ihres Auftrags entlediget, da dann Unsere gnädigen Herren und Obere nicht ermanglen werden, Euer H. Fürstlichen Gnaden Hochderoselben Gesinnungen über diese Ehre in angemessener Rückantwort zugehen zu lassen; indessen wir nicht ermanglen wollten, Euer H. Fürstlichen Gnaden vorläuffig hievon zu benachrichtigen, die wir benebens unter Darbietung unserer stäten Dienstbegierde, Hochdieselben zum Genuss alles Fürstlichen Wohlergehens göttlicher Obhut bestens empfehlen etc.

92. Der geheime Rath zu Basel an denjenigen von Bern. 10. Mai 1791.

Unser etc.

Aus Euerem Tit. Schreiben vom 4. huj. haben wir zu entnehmen gehabt, was maassen die von Sr. Fürstlichen Gnaden dem Hrn. Bischof von Basel an Eueren Lobl Stand Abgeordnete Hrn. Ehrengesandte der Hochwürdige Herr Dom-Capitular von Maler, und der Hochgeachte Hr. Hofrath Billieux bei Eueren gn. Herren und Oberen empfangen, hierauf in Euerem geheimen Rath die Lage und Bedürfnisse ihres Landes mit mehrerem geschilderet, und dann mit einem Recreditiv, wie Ihr Tit. uns solches abschriftlich mitgetheilt habet, entlassen worden.

Nun ist eben diese E. Gesandtschaft Sonntags Abends den 8. hujus allhier eingetroffen, und hat in dem ersten Besuche bei unseren Ehrenden Hrn. Häubteren mit übergebung des Hochfürstlichen Creditifs eröffnet, wie dass Sie ihre baldige

Rückkonft in ihrem Lande wegen herannahendem Landtage, und anderen dringenden Geschäften wünschen; um nun ihrem geäusserten Verlangen zu entsprechen, und dieselben nicht lange aufzuhalten, haben wir den Weg eingeschlagen, Sie mit ihrem Anbringen in unsrer geheimen Rathsversammlung anzuhören; diesem nach wurden diese Herren Gesandte Morgens darauf den 9. hujus durch vier Hrn. Deputierte aus unsrem Mittel in den geheimen Rath abgeholt, allwo dieselben im Namen ihres Fürsten eine verbindliche Danksagung gegen unseren lobl. Stand für den Hochdemselben in jenen unruhigen Zeiten erwiesenen Rath und Beistand ablegten, wobei Sie aber der gegenwärtigen Lage in den Bischöflichen Landen keine Erwähnung thaten.

Nachdem nun diese Ehrengesandten selbigen Tags von Standes wegen mit einer Mittagsmahlzeit bewirthet worden, sezten Sie noch den nämlichen Abend ihre Reise weiter fort, mit einem vorläufigen Recreditiv versehen, wie Copia hievon hier beiligt. Der ganze Verlauff dieser Sache wird bei erster Versammlung Unsern gn. Herren und Oberen vorgelegt, und allda die förmliche Beantwortung des Bischöflichen Creditivs gut befunden werden; welches alles wir Euch Tit. in Beantwortung Euers obangeführten Schreibens zu berichten in keinen Verzug setzen wollten, die wir uns sammtlich göttlicher Obhut wohl empfehlen etc.

93. Der Rath zu Basel an denjenigen von Zürich. 10. Mai 1791.

Unser etc.

Wir fahren fort in vertraulicher Mittheilung der Bischof Baselischen Angelegenheiten Euch Tit. zu benachrichtigen, dass des Fürst-Bischofen Hr. Abgeordnete nach denen bei den lobl. Ständen Bern und Solothurn gehabten Verrichtungen abgewichenen Sonntags den 8. dieses Nachmittags auch Hier eingetroffen, und bei abgelegtem Besuch bei unseren Ehrenden Hrn. Häubteren nebst abgelegtem Compliment sich geäusseret

welcher Gestalten wegen bevorstehendem Landtag Sie Ihre Rückreise zu beschleunigen gemüssiget seien. Wann nun in dieser Betrachtung wir auch unsers Orts der Zeit Rechnung zu tragen, nicht umhin können, als haben wir den Morgen darauf zu Anhörung der fürstlichen Hrn. Deputierten bestimmt, welche dann mit gewöhnlichem Ceremoniale in unseren Geheimen Rath eingeführt worden, allwo der Erste derselben, in einer in der französischen Sprache gehaltenen Anrede Namens Sr. F. Gn. sowohl für die abgesandte Deputatschaft, Theilnahme an denen das Bistum betreffenden Angelegenheiten, und hierdurch bezeugte freundnachbarliche Gesinnung, die verbindliche Danksagung bezeuget, welches Ihme von unserem Ehrenden Hrn. Amts-Burgermeister in deutscher Sprache nebst Versicherung alles gut nachbarlichen Vernehmens beantwortet worden; nachdemme die Herren Deputierte mit einem Recreditiv nach beigehender Abschrift versehen, und mit einer Mittagsmalzeit bewirthet worden, sind Sie den gleichen Abend wiederum abgereiset und in Arlesheim übernachtet.

Bei diesem Anlass wollen wir auch nicht entstehen Euch Tit. annoch dasjenige abschriftlich mitzutheilen, so uns über diesen Gegenstand von Eines Lobl. Standes Bern Hrn. Geheimen Räthen zugekommen, Euch Tit. sammt Uns göttlicher Gnaden Bewahrung etc.

94. Der Grosse Rath zu Basel an den Fürstbischof von Basel. 17. Mai 1791.

Tit.

Es ist uns in unserer heutigen Rathsversammlung von dem Geheimen Rath der Bericht erstattet worden, welcher Gestalten unterm 9. diss der Hochwürdige und Wohlgeborne Herr Franz Xaveri von Maler, des Hohen Domstiffts Capitular, und der wohlgeborne Herr Xaveri Billieux von Ehrenfeld Ewr. F. G. würklicher Hofrath und geheime Raths-Secretarius, als Abgeordnete E. F. G. bei uns eingetroffen, und Ihnen zu unseren Handen die geneigte Gesinnungen E. F. G. gegen unseren Stand und Hochdero Dank für diejenige Theilnahme bezeuget, welche wir

an der befürchteten gefährlichen Lage Hochdero Landen genommen haben.

So geneigt wir nun damalen, als E. H. F. G. uns mit dero Zutrauen beehrten, Ihrem Begehren entsprochen, so willig verdanken wir die uns durch Hochdero abgeordnete Ehrengesandte bezeugte Ehre, versicheren E. F. G. unserer stets daurenden aufrichtigen Ergebenheit und freundnachbarlichen Gesinnungen, und wünschen dass nunmehr durch den versammelten Landtag diejenigen Maassregeln möchten festgesetzt werden, welche in Hochdero Landen Ruhe und Einigkeit erzielen und befestigen könnten; womit Ewr. fürstlichen Gnaden zum Genuss etc.

95. Der Fürstbischof zu Basel an den Stand Basel. 6. Juni 1791.

Tit.

Da wir Uns stäts zur Pflicht machen unsere H. G. Herren von allen das Vaterland bedrohenden wiedrigen Vorfallenheiten die vertrauliche Nachricht mitzutheilen, so übersenden wir denenselben eine Relation hiebei, woraus U. H. H. den am 31. Mey auf denen französischen Grenzen sich ereigneten wider Uns angestellten bis in unsere Bottmässigkeit eingedrungenen gefährlichen Auflauff zu ersehen belieben werden. Ongeachtet der von denen benachbarten Districten und Municipalitäten vorgekehrten Anstaltungen, und von Uns ertheilten Versicherungen ihre Gränzen zu bewachen, um all weiteren Ausbruch nach bester Möglichkeit zu verhinderen, so vernehmen Wir gleichwohlen, dass die französischen Briganten ihr Vorhaben noch nicht aufgegeben haben, sondern einen neuen Einbruch zu versuchen willens seien.

Wir haben inzwischen diese Sach bei dem königlichen Hof um Erlangung kräftigerer Abhelfsmittlen, durch unseren Minister Hrn. Abbé de Baze also gleich anzeigen lassen, und wollen U. H. H. anbei nicht bergen, dass wir vermittelst der von den anwesenden Österreichischen Truppen gemachten so

tapfer als entschlossenen Vorkehrungen wider alle üblen Folgen eines weiteren Anfalls verwahrt und gesichert zu sein glauben.

Der wir untereinst zu Erweisung aller von Uns abhangenden freundnachbarlichen Dienstgefälligkeiten immer so bereit als willig verbleiben. U. H. H.

dienstwilliger Freund
Joseph Bischof zu Basel.

N. S.

Bei Beschliessung dieses Schreibens vernehmen Wir, dass ein Theil unserer eigenen Unterthanen, und zwar namentlich aus der Probstey St. Ursiz sich mit Waffen versehen, und im Fall eines Einbruchs, denen französischen Briganten sich zuzuschlagen entschlossen haben. Gleichwohlen hoffen wir durch die Tapferkeit der Österreichischen Truppen allem Ungemach vorzukommen.

(Ein gleichlautendes Schreiben unter Mittheilung derselben Relation (S. Nr. 97.) erliess der Fürstbischof an den Stand Bern.)

96. Der Rath zu Basel und ebenso der Rath zu Bern an denjenigen von Zürich. 8. Juni 1791.

Beide theilen abschriftlich das erhaltene Schreiben des Fürstbischofs von Basel vom 6. d. M. mit; Bern auch die Relation, welche Basel erst am 10. nachsandte. An letzterm Tage theilte auch Solothurn die nämlichen Zuschriften des Bischofs dem Rathe in Zürich mit.

97. Relation de l'attentat commis pendant la Nuit du 30. au 31. May dernier contre le Prince Evêque de Bâle, les Troupes de S. M. J. qui sont à Pourentruy et contre les habitans et la Ville du dit lieu.

A peine le premier et principal auteur de nos troubles, Joseph Ant. Rengguer de la Lime, vit-il arriver le moment où les dites Troupes Imperiales alloient entrer dans cette Ville, qu'il prit la fuite, en emportant avec lui non seulement les

regrêts de n'avoir pû consommer les trames, perfidies, et trahisons, dont il s'etoit rendu conpable, mais aussi toutes les furies de la vengeance dont il etoit tourmenté depuis longtemps; muni d'un mandat qu'il avoit eu l'adresse par la plus infame supercherie de faire signier par aucuns Députés de certaines Villes et Communautés, en leur persuadant, qu'ils ne signoient qu'une Copie de Requête à presenter à S. A. Il se transporta droit à Paris à la faveur d'une procuration de cette espece et paré de fausses qualités de Syndic Mandataire et Deputé des Etats de l'Eveché de Bâle, il se présente à l'assemblée Nationale du Royaume de France pour y accuser le Prince son Maitre d'infraction aux Traittés d'Alliance concluses en années 1739 et 1780 entre S. M. T. C. et le dit Prince, et à la faveur de cette fausse et odieuse imputation en obtenir une force capable de contrebalancer celle, que S. M. J. avoit trouver bon d'envoyer pour calmer les Orages menaceants qui se faisoient sentir dans un Etat dépendant du St. Empire. Rebuté de cette Auguste Assemblée qui sçut bientôt démeler les Traits saillants du fourbe et de l'Imposteur, Rengguer dans les fureurs de son désespoir songe à se retourner. Il scavoit qu'à ses partisans les plus devoués l'ainsi nommé Club des Patriotes Suisses avoit déja dans le courant de fevrier dernier, adressé des lettres, pour souffler le feu de l'insurrection dans ce pais et pour les animer à une Revolution, où il ne s'agissoit pas moins que de ravir au legitime Seigneur Evêque de Bâle tous les Droits Regaliens dans les quels il est investi par l'Empereur et l'Empire, de s'approprier de tous ses biens domainiaux, Rentes, et Revenus, de le depouiller de sa Puissance temporelle, de borner toute son Autorité au Spirituel, et de le réduire à une Pension annuelle, et d'enlever au Grand Chapitre de la Cathédrale de Bâle le Droit incontestable d'élire l'Evêque, pour l'attribuer au Peuple, qui au mepris de sa Religion et de son Serment et à la faveur d'une pretendue liberté la plus audacieuse et la plus cruelle deviendroit le seul Maitre et Dominants de l'Etat; ce fut donc à ce Club propagateur des maximes si dangereuses et si propres à allumer le

flambeau de la discorde dans un Etat tranquille, que Rengguer prit son recours. Pourroit'il s'addresser mieux pour opérer la fatale révolution qu'il avoit vainement tenté d'effectuer par l'esprit de revolte et de Sedition qu'il avoit inspiré aux Sujets du Prince? Ce Club l'écoute favorablement et pour flatter ses fureurs et lui donner incessament une preuve de son zèle et dévouement, il fait partir une letre signée le Club des patriotes Suisses, et par J. M. F. Castella, President, dans la quelle en l'addressant aux Sujets de l'Eveché de Bâle sous la qualité de chers amis et freres ils s'expriment entr'autre dans les Termes suivants:

„Braves et mille fois braves chers amis et frères, conti-
„nuès et vous parviendrès à repousser à chasser le Despotisme
„de votre patrie, il faut de la fermeté et du Courage, il faut
„repousser la force tyrannique par la force et l'énergie de la
„liberté, armés vous, arborés le signe de la liberté, emparés
„vous de toutes les armes de toutes les Munitions qui sont
„dans votre pais, formés des batteries au Sommet de vos Mon-
„tagnes, emparés vous de tous les passages pour empêcher
„l'entrée des Autrichiens, si on les a laissés entrer, emparés
„vous des Chefs de l'Armée, c'est à dire de tous les Officiers;
„quand les Soldats n'auront plus de chefs, il vous sera facile
„de les désarmer, faites les sortir sans armes; elles vous ser-
„viront pour repousser ceux qui auroient la témerité de faire
„entrer une seconde Armée, si vos Deputés et l'Assemblee
„nationale ne sont point encore partis, qu'ils viennent en dili-
„gence, nous les assisterons de tout notre pouvoir, nous les
„présenterons aux Deputés patriotes, nous reclamerons d'eux
„leur protection qui nous est assurée à bien de titres, faites
„en fin usage du contenû de cette Letre, qui vous instruira
„de tout ce que vous devés faire pour votre bonheur et le
„salut de votre patrie, plus vous aurés de fermeté et d'ener-
„gie, et plus vous occuperés vos Aristocrates Suisses dans
„leurs foyers, les Peuples des Cantons suivront votre exemple,
„et la Suisse encore une fois sera liberée et pour toujours."

Cette Letre fut envoyée aux Deputés fauteurs et suppots

de Rengguer, fugitifs comme lui, mais qui se tiennent sans cesse sur les frontieres de l'Alsace, pour être toujours à portée d'agir et d'exécuter les impulsions qu'ils en recoivent, elle fut par leurs Organes repandue dans le public pour y preparer les voyes au cruel attentat, dont on fait ici la narration.

Le Club des prétendus patriotes suisses conjointement avec Rengguer avoit besoin d'un homme qui fut en état de se metre à la tete et assés hardi pour entreprendre et diriger cet horrible forfait, il fut bientot trouvé dans la personne du nommé Chancy soidisant Officier de la garde Nationale et Commissaire du Comité de Correspondance.

Ce Chef déterminé d'un parti si deshonorant crût, qu'il falloit commencer à se faire connoitre et reveler le courage de ceux qu'il devoit commander, dans cet objet il mit au bas de la dite Letre un P. S. signé de sa main et conçu en ces termes:

„Genereux guerriers, vous allés exposer vos vies pour „des causes étrangères; que ne devés vous pas oser pour la „liberté de votre patrie! dans le premier cas vous vendès comme „les Suisses votre sang pour de l'argent, dans le second vous „defendés votre cause et celle de la posterité, vous revendi-„qués vos droits naturels et imprescriptibles; qu'elle de ces „causes est digne de votre courage? La question n'est pas „douteuse, si quelques uns de nous peuvent vous être utiles, „il y en aura de très disposés, qui ont acquis des con-„noissances, et qui ont l'experience militaire prets à voler à „votre secours; entre autre le soussigné."

Signè Chancy, Officier de la Garde nationale et Commissaire du Commité de Correspondance.

Il n'eut pas plustôt fait cet offre de sa personne pour commander les partisans de Rengguer, qu'il concerta avec ce fameux seducteur et le dit Club, le plan d'operations et des crimes projettés; ce fait, il partit de Paris pour se rendre à Delle ville d'Alsace sur les frontierres, ou les principaux auteurs de la rebellion du pais après Rengguer se trouvoient

fugitifs et rassemblés pour l'attendre et combiner avec lui les mesures à prendre pour assurer les succès de l'entreprise; ne connoissant ni le site, ni les avenues, ni les entours de la ville, il s'y transporta lui même pour les connoitre et former le plan de ses attaques. De retour à Delle il convoqua son Conseil de guerre composé de paisans rebelles fugitifs du pais; il y fut d'abord résolu, que ce seroit pendant la Nuit du 30. au 31. May dernier, que l'on viendroit à force ouverte surprendre la Ville de Pourrentry, y attaquer détruire et disperser les Troupes Autrichiennes et en suite bruler la Ville, la piller, s'emparer de la Personne du Prince, massacrer les ainsi nommés aristocrates, en un mot en disposer à discretion comme d'une Ville prise d'assaut. Il falloit pour exécuter ce cruel projet avoir de troupes superieures à celles que S. M. J. y a envoyées; les Municipalités d'Alsace ne pouvoient et ne vouloient en fournir pour cause de deffenses, qu'ils en avoient reçues de leurs superieurs, et par Crainte de se compromettre avec les Troupes Imperiales et de s'exposer aux suites fatales, qui auroient pû en résulter; il ne restoit donc à Chancy et à ses adherans, que les troupes qui pourroient se former parmi le nombre des revoltés du pais. Ces adherans sçavoir les fugitifs premiers fauteurs des troubles lui persuadèrent, qu'ils viendroient à bout par leurs intrigues, de lui procurer un nombre de leurs partisans suffisants pour composer une Armée capable d'exécuter ses pernicieux desseins, mais on lui fit entendre, que dans cet objet, il ne falloit pas se dévoiler avant le moment de l'exécution même; que si on les avertissoit seulement un jour d'avance pour se preparer, il étoit dangereux, qu'il n'y ait quelque indiscret, qui reveleroit le Complot, soit à S. A. soit à ses Ministres, soit à quelques autres Officiers de sa Cour, et que d'ailleurs il étoit dangereux que les Sujets invités à prendre part à la horde, n'ayent le temps de faire des réflexions qui pourroient les détourner d'y prendre part; qu'en conséquence il étoit à propos de ne les avertir du projet formé, qu'au moment même qu'on auroit besoin deux pour l'exécuter, mais prevoyant, que pour les determiner si subitement à

prendre les armes contre leur Prince et l'Etat, et à se rendre coupable d'un crime si horrible et si énorme, il n'y avoit d'autre moyen, que de les flatter d'un coté, que c'étoit une armée francoise qui venoit à leurs secours pour les delivrer de la prétendue oppression, sous la quelle ils gemissoient, et de l'autre de les intimider par les menaces de leur ravir la vie, et d'incendier leurs maisons et domiciles, s'ils hesitoient un moment de marcher avec eux. Ce fut dans l'objet de remplir l'un et l'autre de ces desseins premedités, que Chancy et ses adherans pour assurer les sujets à séduire et debaucher, firent courir et accreditèrent le faux bruit, qu'il étoit nouvellement arrivé dans Pourrentruy une armée de dix milles hommes Autrichiens, qui comme il étoit aisé de présumer, ne pouvant être destinés à la sureté d'une Ville incapable de les loger et de les entretenir, ne pouvoient y avoir été envoyés qu'à l'effet de se servir de cette Armée pour pénétrer en Alsace et y commetre les hostilités les plus dangereuses, qu'en consequence, il étoit de la prudence de toutes les Municipalités riveraines, d'assembler les troupes de la Nation pour tirer un Cordon sur les frontieres, et empêcher leur entrée dans l'Alsace; il avoit par ces fausses nouvelles engagé les dites Municipalités à se rassembler au son de la Cloche pendant la même nuit du 30. au 31. May dernier; il étoit tout naturel, qu'une démarche de cette espece devoit persuader aux sujets de S. A. que la nation francoise s'armoit en leur faveur et que cette consideration fixeroit et dissiperoit l'irrésolution dans la quelle pourvoient se trouver les dits sujets d'attaquer leur propre patrie, mais pour achêver de les conduire au precipice il falloit encore les aveugler par l'appas des espérances les plus flatteuses, et ce fut dans cet objet que le dit Chancy redigea une piece en forme de manifeste, espèce d'invitation la plus insidieuse pour les captiver, dans la quelle en même tems il indiquoit le lieu du rendésvous, les points de réunion, la qualité des armes, qu'ils devoient prendre, le plan d'attaque, et l'ordre qu'ils devoient observer, pour obtenir le succès qu'il leur promettoit, en y joignant en même tems l'assurance de s'y trouver avec

mille hommes bien armés et avec du Canon. Le tout tel qu'il en conste par la dite pièce originale dont la teneur s'en suit:

„Il est tems enfin mes chers compatriotes de chasser de vos terres les satellites que votre tyrann y à fait entrer, votre bonheur en dépend, le salut de vos proprietés l'exige, il faut se reveiller de l'engourdissement ou l'arrivée de ces Troupes vous a plongé. Lundi au Soir tout le Pais s'arme pour se porter vers Pourrentruy, pour en chasser les Autrichiens, nos braves et genereux voisins nous donneront du secours, et nous serons au moins au nombre de dix mille hommes; je suis arrivé de Paris Mercredi dernier pour me mettre à la tête des Francois et pour vous diriger dans cette entreprise, je veux vous venger, je veux vanger l'honneur des Francois et celui de mon Ami Mr. Rengguer; c'est pour votre bonheur, que j'ay fait ce voyage, si vous reculés vous êtes perdus sans resource, et vous verrés que votre pais sera le théatre de la guerre, que vos maisons seront incendiées, et que vos recoltes seront brulées.

Il faut etre rendus Lundi au Soir 30. du courant au bois de Montaigre près de Creugenat à minuit, c'est le point de réunion de l'Armée pour marcher vers Pourrentruy, il faudra que tous ceux qui ont servis, soyent armés de fusils le plus qu'il sera possible, on en formera un Ploton, ou plusieurs, qui marcheront à la tête sur trois de file, les autres qui n'auront pas des fusils, seront armés de haches, de pioches, de trams et de faux, qu'il faudra metre au bout d'une perche facile à manier de six à huit pieds, ces derniers marcheront après les Plotons qui seront armés de fusils, les premiers arrivés resteront en Bataille pour attendre les autres et crieront encore une fois: qui vive, et on leur repondra Patriote, puis ils seront avancés à l'ordre pour recevoir le mot d'ordre.

Je compte sur le zèle de tous les bons patriotes du pais et je répond du succès de notre entreprise; s'ils veuillent me seconder, je m'y trouverai avec quelque mille hommes fort bien

armés et avec du Canon. Fait le 29. May 1791 et l'an 2e. de la liberté francoise.

(L. S.) Chancy Officier de la garde Nationale de l'Armée Parisienne."

Il en fit expédier plusieurs copies, les remit à ses Emmissaires et Satellites et les fit marcher à l'entrée de la dite nuit dans les communautés des quelles il esperoit tirer l'armée qui devoit agir sous ses ordres, en leur ordonnant de se présenter dans les maisons des habitans des dits lieux le pistolet à la Main, et de menacer tous ceux qui fairoient le moindre refus de marcher à leur suite, de les massacrer, et de bruler leurs maisons.

A la faveur de toutes ces precautions Chancy se persuadoit, qu'il formeroit une Armée de plusieurs mille hommes, qui devoient être partagés de maniere à pouvoir attaquer la Ville de trois cotés tout à la fois; quel affreux carnage n'auroit'il pas occasioné & combien de sang n'auroit il pas fait repandre, si le succés avoit repondu à ses espérances! Pendant que les Emmissaires s'étoient transportés en partie dans la Prevoté de St. Vrsanne et en partie dans le Baillage d'Ajoye qu'ils exécutoient ses Ordres et faisoient à force de menaces les plus atroces marcher à leur suite, le pistolet sur la gorge, une quarantaine de sujets au point de réunion qui leur avoit eté indiqué pres du torrent de Creugenat, on en vit une autre troupe d'environ 50 arriver auprès du Village de Chevenez les uns et les autres armés du fusils, de haches, de faux, et autres pareils instruments tranchants, les quels ne voyants aucune Armée pour les secourir, ny Chefs pour les commander, connoissants enfin les crimes, qu'on vouloit leur faire commettre, et les malheurs qui en étoient inséparables, prirent incessament le parti de retourner chez eux, et virent dans leurs passage, que toutes les troupes nationales des municipalités riveraines étoient en mouvement et faisoient batre la caisse de tous cotés, pour se rassembler et former le Cordon dont il a été parlé cy dessus.

Pendant que les choses se passoient ainsi du coté meridio-

nal et occidental de la Ville de Pourentruy, Chancy Chef de ces Brigands s'etoit réservé la partie orientale d'icelle; le lieu de Boncour, terre de la Principauté de Bâle et Village distant d'un quart de lieu de Delle, fut par luy choisi pour être un autre point de réunion; il y arriva vers les onze heures de la nuit désesperé de n'y trouver que 23. hommes, la rage dans le coeur, il fait arracher un particulier du lieu de sa maison, le fait trainer jusqu'au pied du cabaret, mais que faire d'un seul homme, il le relache, c'est une multitude qui lui faut, pour la faire accourir, il prend le parti d'appeller incessament tout le voisinage pour suivre ses entendans, et dans cet objet il se transporte avec ses partisans premierement dans la maison du Marguillier de l'endroit et ensuite dans celle du Curé pour avoir les Clefs de l'Eglise, il en vint à bout par la force des menaces et la violence qu'il exerca, et fait sonner le toxin avec deux Cloches pendant l'espace d'une heure entière, pendant la quelle il ne cessa de faire lacher des coups de fusils & de pistolets, pour engager tout le voisinage par le son de ces Cloches et ses Armes, d'en faire autant, d'accourir et de le suivre dans ses expeditions.

Touts ces attentats se commettoient ainsi sans que Chancy ait pû prevoir qu'on en eut le moindre indice dans la Ville de Pourentruy. Cependant sa Trame n'avoit pas été si secretement ourdie, qu'il n'en eut transpiré quelques particularités dans cette Capitale. Pour connoitre l'Etat des choses, un petit detachement composé de cinq hommes seulement, se transporta pendant la nuit jusqu'au lieu de Boncour pour s'assurer par eux memes de la realité du fait; on ne vit pas plus tot cette petite troupe de Soldats autrichiens dans le lieu dit Boncour, que Chancy et ses 23 hommes prirent brusquement la fuite, en se retirant sur les terres de France voisine. C'est par cette fuite precipitée que se terminèrent tous les perils et dangers que cette nuit orageuse presageoit aux habitans de Pourrentruy. L'on y étoit sur ses gardes, pret et disposé à opposer la plus vigoureuse defense, lorsqu'on apprit de toute part que l'orage etoit dissipé. L'on ne peut assés louer les sages

précautions que les districts & municipalités voisines du Royaume de France prirent pour empecher le retour d'une pareille Scene et en prevenir les suites; l'on apprit même qu'à Delle on avoit arreté et ensuite élargi Chancy, que bien tot après il a eté chassé de l'endroit non seulement avec la femme et famille de Rengguer, mais aussi avec tous les fugitifs rebelles de ce pais, comme gens aussi dangereux dans leur azile, qu'ils l'étoient dans leur patrie; l'on apprend cependant que du depuis ils sont tous retournés à Delle et dans les environs, et qu'ils y sont tolérés. Si leur sejour n'est propre qu'à troubler le repos dont nous devrions jouir à l'ombre de la protection de S. M. J. il servira aussi à nous rendre plus attentifs et a redoubler nos précautions. Veuille le ciel les bénir et nous accorder toujours de plus en plus cette protection si marquée, dont nous avons deja ressentis les effets, et dont nous continuerons d'implorer la continuation du plus profond de nos coeurs.

à Porrentruy le 5. Juin 1791.

98. Der bischöflich-basel'sche Amtmann Farine in Seignelégier an die bischöflichen Räthe in Pruntrut. 11. Juni 1791.

Messeigneurs.

A ce matin à dix heures & un quart sont entrés au Village de Saigne-Legier une Troupe d'environ 50 hommes armés, partie Comtois, partie inconnus, qui se sont postés devant la Châtellaine et y sont entrés au nombre de six et ont demandé de parler à Mr. le Grand-Baillif; l'ayant rancontré dans le corridore l'ont requis de se rendre à eux et ont dit, qu'ils étoient venus comme patriotes pour delivrer le peuple de la Tirannie; ayant étés requis de produire leurs ordres et commissions l'un d'eux a mis la main sur Mr. le Grand-Baillif pour l'obliger à les suivre, mais ses gens l'ayant debarrassé de leurs mains, ils ont quittés la maison et ensuite Mr. le Grand-Baillif s'est retiré. On a sonné le tocsin pour avoir du

monde en secours, et ils se sont retirés à Muriaux, ou ils se sont à ce moment pour engager les sujets à se joindre à eux et ont dit qu'ils iroient contre le Noirmont. Dans cette circonstance, j'ai cru être de mon devoir essentiel de vous en informer pour recevoir vos ordres pour votre direction en cas de retour ulterieur. J'ai l'honneur d'être.

Seignelégier le 11. Juin 1791.

Votre tres humble et
Farine, Greffier.

99. Der bischöfliche Gross-Baillif von Kempfen, an ebendieselben. 12. Juni 1791.

Pour ne pas arrêter long temps l'express, qu'il vous a plû d'envoyer avec votre rescript à l'adresse de Mr. le Conseiller & Greffier Farine, je me bornerai cette fois 1° à faire à S. A. notre très gracieux Prince & Seigneur ains qu'à vous Messieurs, mes très humbles & très sinceres remerciemens pour les ordres que vous avés bien voulu donner, à fin de nous procurer du secours, si contre toute attente le cas se renouvelloit d'en avoir encore besoin. 2° à vous informer tres humblement, que nous sommes à present très tranquiles & suivant toute apparence hors de danger. Les Brigands ne se sont arretés à Segnelegier qu'environ une demie heure, ou 40 minutes au plus; aussi tost qu'ils on vû, que le monde accouroit, et se disposer à leur resister ou à les massacrer, ils ont pris le parti de se retirer comme ils ont pû; à leur retour par Meuriaux tous les gens de l'endroit, hommes & femmes, se sont presenté pour leur faire face, fermement résolus de les exterminer au moindre signe d'hostilité qu'ils auroient donné; cette brave contenance les a tellement intimidés, qu'ils ont passé leur chemin sans faire le moindre desordre; on ajoute meme que plusieurs ont demandé pardon, ils n'ont pas été au Noirmont, quoique leur premier projet ait été d'y diner à ce qu'on debite, mais comme chacun se plait à faire de contes, il est difficile de debrouiller le vrai du faux. Le Chef & Commandant des

brigands qui d'une main tenoit son Epée nue, et de l'autre m'a saisi par le colet de mon habit, doit être à ce qu'on croit Parisien, et le meme qui a répandu la letre d'invitation & de menace à Soubey, Epauvillers etc. Parmi la Bande plusieurs Personnes ont très bien reconnu Joseph Biry de Pourentruy le Notaire de la Ville de Chevenney, un Vuillat ou Voyat d'Halle, et Nicolas Brahier du Chauffour. On dit, que plusieurs des cydevant Deputés d'Ajoye se tiennent aux Pleins, dans le Comté de Bourgogne, & que c'est là, qu'ils forment leurs Complots, & s'associoient toute la Canaille qu'ils trouvoient pour faire leurs excursions.

J'ai jour & nuit une garde de six hommes à la Chatellenie, toutes les communautés font des Patrouilles, & l'on a pris généralement toutes les mesures possibles pour opposer une vigoureuse défense à ces Bandits, si l'envie les prenoit de revenir à la charge. A leur retour par Gomois ils doivent avoir dit, qu'ils se retiroient pour quelque Tems du Coté de Delle; au reste il est possible, que ce n'est qu'une feinte, aussi ne s'y fiera-t-on pas.

J'ai fait tout de suite partir la letre de son Altesse pour Bienne; j'aurai l'honneur Messr. de vous informer très exactement de tout ce qui pourra passer de remarquable dans la suite.

Ma retraite n'a pas été longue, je n'ai resté qu'une heure environ dans une maison voisine, à sept heure et demie, je fus déjà de retour à la Chatellenie aussi tranquile & rassuré qu'avant l'arrivée des brigands. Ils ont menacé l'Abbaye de Bellelay, de quoi j'ai aussitot donné avis à Mr. Souprieur de cette maison.

Je suis avec beaucoup de respet etc.

100. Der Fürstbischof von Basel an den geheimen Rath in Bern. 13. Juni 1791.

Tit.

Wir säumen nicht, unsern Tit. von dem in unserem Freyenberg vorgestrigen Tags sich ereigneten ohnerwarteten Vorfall,

durch die zween Anschlüsse vom 11. & 12. hujus die ohnverweilte Communication mitzutheilen, und denenselben zugleich zu vermelden, dass der eingekommenen Nachricht zufolg, die sich zusammen ziehende, durch einen Theil unserer flüchtigen Unterthanen selbst angeführte Briganten nicht nur bedroht haben, unseren Hof-Brunnen zu vergifften, sondern, dass sie auch Willens waren, unser auf der Morgen Seite gelegenes Schloss Kurff in Brand zu stecken, und während der Zeit, als mann zu dessen Rettung von Hier hinaus geloffen wäre, die hiesige Stadt auf der Mittag Seite zu überfallen.

Die allmögende Vorsicht und Güte Gottes hat zwar die Wirkung dieser Bedrohungen zereitelt, jedoch ist ganz gewiss, dass die Feinde des Friedens keinen Augenblick rasten, um Unruhe zu stifften, und ihr bosshafftes Absehen, durch alle nur immer mögliche Wege durchzubringen.

Der Himmel erhalte unsere Tit. bei stäter Wohlfahrt. Die wir indessen zu Erweisung aller von uns abhangenden freundnachbarlichen Dienstgefälligkeiten in wahrer Hochachtung immer so willig als bereit verbleiben.

Beide obige abschriftlich erhaltene Schreiben Nr. 99 und 100 theilte der Rath zu Basel am 15. Juni an Zürich mit.

101. Der Rath in Zürich an denjenigen in Basel und Bern. 15. Juni 1791.

Unser etc.

Das bedenkliche Ereigniss, welches Ihr Tit unterm 8. huj. uns berichtsweise mitzutheilen (und unterm 10. huj. durch eine umständliche Relation zu bestätigen) beliebet habet, ist ein Beweiss, dass obschon der gröste Theil der Gemüther in den bischöflich-baslischen Landen die Erhaltung der Inneren Ruhe wünschet, dennoch durch freche äussere Anstiftungen, deren Quelle uns verborgen ist, ein Theil von Jenen Irre geführt werden könnte. Wir zweiflen nicht, dass dieses mitten im friedlichsten Ruhestand gewagte gewaltthätige Unternehmen die Sorgfalt der bischöflichen Regierung und die Wachsamkeit

der dortigen Truppen verdoppeln, so wie auch überdiess die angrenzende L. Eidgnössischen Stände selbst auf ähnliche Versuche dieser Bösewichter gegen die Eidgnössische Lande aufmerksam machen werde.

Unter aufrichtiger Verdankung Euerer Tit. gethanen vertraulichen Communication und mit den eifrigsten Wünschen, dass der Wiederholung solcher frecher Thaten für die Zukunft vorgebogen werden möge, empfehlen wir Euch Tit. nebst uns dem Schutz der göttlichen Vorsehung, etc.

102. Der Rath zu Bern an denjenigen von Zürich. 15. Juni 1791.

Unser etc.

Von der L. Stadt Biel erhielten wir gestern Nachricht eines unangenehmen Vorfalls der sich am 11. diess an den Erguelischen Gränzen zugetragen, da nämlich das Dorf St. Legier auf den Freybergen von 50 bis 60 bewaffneten Männeren überfallen worden ist, welche den dortigen Bischof-Baselischen Amtmann misshandleten, und ohne einige andere Gewaltthätigkeiten zu verüeben, sich über den Doub zurückgezogen. Dieser Vorfall hat die L. Stadt Biel bewogen 600 Mann aufzubieten, wozu Sie nachdem es bereits geschehen war, durch den Fürst-Bischof aufgefordert worden ist; dieselbe hat uns obgleich nach ihren eignen Ausdrücken die Gefahr für einmal vorüber ist, um ein treues Aufsehen und nöthigenfalls auch um thätige Hilfe angesprochen, welche wir derselben, der beiliegenden Antwort zufolge, zugesagt, für einmal keine weitere Verfügungen nöthig gefunden haben.

Diesen neuen Vorfall der so eben durch ein von dem Fürst-Bischof eingelangtes Schreiben bestätigt wird, wollen wir nicht unterlassen, Euch Tit. bekannt zu machen, und werden nicht unterlassen, Euch alles dasjenige mitzutheilen, was uns diess Orts bekannt werden wird. Indessen empfehlen wir Euch etc.

103. Derselbe an die Stadt Biel. 15. Juni 1791.

Tit.

Jener Ueberfall von 50 bis 60 bewaffneten Männeren in das Bischof Baselische Dorf Seignelégier auf den Freybergen, die Misshandlung des Fürstlichen Amtmanns, und insbesonders auch die geringe Entfernung des Erguels von dem Ort an welchem sich diese Scene zugetragen hat, verdient billig unsere Aufmerksamkeit, und die Bekanntmachung derselben durch Euer Tit. freundvertrauliche Zuschrift vom 13. diess gereichet uns zu besonderer Dankverpflichtung.

Bei dieser Gelegenheit haben wir mit innigem Vergnügen Eueren thätigen Eifer für die Erhaltung der Ruhe unsers gemeinsamen Vaterlandes und die Bereitwilligkeit bemerkt, Sr. Fürstlichen Gnaden dem Hrn. Bischof von Basel im Nothfall thätig beizustehen, die Ihr Tit. durch das Aufgebott von 600 Mann so nachdrücklich zu erkennen gegeben habet. Wir machen uns daher zur Pflicht, Euch in Widerhollung der Euch von unseren fürgeliebten Miträthen, den letzten Winter nach Pruntrut abgeordnet gewesenen Ehrengesandten, gegebenen Versicherung unser freundnachbarliches und getreues Aufsehen zuzugestehen, und wurden nicht unterlassen, Euch, falls es je nothwendig werden sollte, mit thätiger und Bundesmässiger Hilfe beizuspringen.

Damit wir aber von der eigentlichen Lage der Sachen stets genau unterrichtet bleiben, und im Stand seien, die nach den Umständen nöthigen Verfügungen unverweilt anzuordnen, so ersuchen wir Euch Tit. uns von allen Ereignussen, die sich dortiger Enden zutragen möchten, die unverweilt Nachricht zu geben, wormit etc.

104. Beschluss des Rathes in Zürich. 18. Juni 1791.

Gleichwie Lobl. Stand Solothurn den sub 31. Mey auf den französischen Gränzen bei Delle ereigneten Vorfall bestätiget, so ertheilen nun mehr des Lobl. Stands Bern geheimer Rath und des Lobl. Stands Basel unterm 15. hujus die Nachricht

von einem zweiten Ueberfall des Bischof Baselischen Dorfs St. Legier, welches einiges herumschweifendes von aufrührischen bischöflichen Unterthanen angeführtes Gesindel den 11. h. verübt hat, aber sogleich abgetrieben worden ist. So widrig dergleichen Versuche in der Nachbarschaft sind, so ist von hier aus nichts anders zu verfügen, als den gedachten Lobl. Ständen ihre vertrauliche Mittheilung zu verdanken.

Obige abgegebene Recepisse sind mit der Erkanntnuss übereinstimmend eod. dato abgegeben worden.

105. Der Fürstbischof von Basel an den Rath in Basel. 20. Juni 1791.

Tit.

Da die Feinde unserer Ruhe von einem zum anderen Abgrund neigen, so haben Sie unter dem fälschlich angenommenen Namen der Allgemeinheit des Pruntruter Landes, die Uns und unsere Landstände sehr schimpflich angreiffende, in Abschrift hiebei kommende Somation schon am ersten dieses laufenden Monats in offentlichem Druck ergehen lassen.

Das Datum dieser Lasterschrift lasst Uns vermuthen dass selbige um den vom Auflauff des 31. Mey letzthin sich versprochenen Triumph zu krönen abgesehen ware: weil aber das Unternehmen so wie jenes vom 11. hujus für die Rebellen und Briganten sehr unglücklich ausgefallen ist, indemme der berüchtigte Officier Chancy sammt unserem bisharigen Hof-Kammerrath Moser und seinem Sohn bei Ihrem Rückzug von Saignelegier zu St. Hypolit in der Franche Comté gefänglich eingezogen worden, und allda wirklich noch im Arrest sitzen, so wird gläublich um desswillen denen Rebellen der Lust vergangen sein, diese Lasterschrift, wovon Uns ein einziges gedrucktes Exemplar bishar zugekommen ist, weiter auszustreuen.

Indessen hat unser nachgesetztes Hofraths-Collegium denenjenigen die den Rengger einlieferen werden, 50 Louisd'or versprochen, und auf jeden Kopf verschiedener anderer flüch-

tiger Rebellen eine Belohnung von 20 Louisd'or gesetzt, wodurch man dieses schädliche Gesindel entweder einzuziehen, oder wenigstens doch zu entfernen verhoffet.

Wir machen uns immer ein neues und wahres Vergnügen Unseren Hochgeehrten Herren von allen Uns und das gemeinsame Vaterland angehenden Angelegenheiten die vertrauliche Nachricht zu ertheilen, wie wir dann dereinsten von dem Ausschlag des stäts noch anhaltenden Landtags denenselben die ebenfallsige Nachricht zu geben, nicht ermanglen werden, inzwischen aber U. H. G. H. zu Erweisung aller von Uns abhangenden freundnachbarlichen Dienstgefälligkeiten ohnabänderlich so bereit als willig verbleiben.

Sommation à Mons. l'Evêque de Bâle par la Generalité du Pays de Pourrentruy.

Nous citoyens du Pays de Pourrentruy nous nous sommes armés, non pour marcher en Ennemis vers Pourrentruy mais pour reclamer nos justes Droits, et pour vous sommer de faire retirer incessament les troupes Autrichiennes que vous y avès fait entrer contre notre voeu.

Vous aves trompès nous, votre Peuple, en nous assurant le 7. Fevrier dernier, que vous alliès incessament nous accorder une assemblée des Etats et que c'étoit de nous memes, de vos fideles sujets, que vous attendiès le concours des moyens propres à assurer la transquillité et la liberté des suffrages, et c'est dans ce meme moment que vous tramiés pour forger de nouveaux fers à votre peuple, et que vous faisiès approcher les Trouppes Imperiales pour nous asservir, pour nous amener des troubles, pour égarer la liberté des Suffrages par l'aspect des bajonetes et pour nous ruiner.

Vous aves trompés les cantons Suisses, en complottant avec eux par le passage des Autrichiens par le Territoire de Bâle, démarche impolitique, démarche d'un Tyran & d'un Despote, qui est desaprouvé de l'Europe entiere.

Vous avès lachement brigué et cabalé pour arracher de

nous un desaveu des démarches loyales qu'a fait notre vertueux Syndic à Paris Joseph Ant. Rengguer de la Lime, nous ne connoissons point d'autres; nous desavouons, nous protestons contre tout ce qui pourroit être fait par d'autres; c'est pour le bonheur et le Salut de la Patrie.

Quelques uns de nous intimidés & forcés par les bajonetes, ont eu la foiblesse de signer; mais nous declarons aux yeux de tout l'univers, que nous approuvons tout ce qu'il a fait, & tout ce qu'il faira encore.

Nous citoyens du Pays de Pourrentruy munis d'armes formidables et de munitions suffisantes, que nous ont fournis les sentiments de l'oppression & le devoir de nous en affranchir, nous demandons que l'assemblée inconstitutionelle, actuellement seante à Pourrentruy soit incessament dissoute et que le Pays soit entierement delivré des Troupes Autrichiennes; l'Empereur vouloit les rappeler, mais les Deputés pervers de cette assemblée illegalement convoqués par la force, ont demandé continuation de leur presence; ces vils flatteurs ont fait le serment perfide de nous le laisser ignorer, mais nous le sçavons; tremblès vils Esclaves, devant un Peuple justement irrité; tremblès vils Bramines bien dignes de porter le fer que vous vous forgès memes.

Nous vous declarons à vous Joseph Roggenbach que vous vous êtes rendû indigne de regner sur nous & nous jurons tous, que si l'une & l'autre de notre petition ne nous sont promptement accordées, que nous prendrons les mesures necessaires pour nous delivrer du Joug tyrannique qui nous asservit.

Fait & passé le 1er Juin 1791 & l'an 2d. de la liberté Françoise.

La generalité des citoyens du Pays de Pourrentruy.

Diese Aktenstücke theilte der Rath in Basel am 22. Juni demjenigen von Zürich mit, der den Empfang verdankte.

106. Adresse der Mitglieder der fürstbischöflich-basel'schen Ständeversammlung an ihre Comittenten. 9. Juli 1791.

Messieurs!

Si vous nous avès confié le Soutien de vos Interêts, notre devoir est aussi de vous rendre compte de notre conduite, et de vous faire connoitre, que nous ne nous sommes jamais écartés de notre commission, et que nos Travaux auroient eté et seroient encore tous infructueux s'ils n'etoient protegés par notre tres gratieux Prince notre Pere commun; c'est de lui que nous nous sommes approchés avant de commencer nos travaux, c'est de sa bouche, que nous avons entendu les assurances flatteuses qui vous sont connues par son discours; c'est après cette confiance qu'il inspire à tous ceux qui l'approchent, que nous avons commencé nos penibles occupations. Le premier travail qui devoit nous occuper, étoit incontestablement l'organisation de l'assemblée, nous avons donc examiné en premier lieu le Directoire de l'année 1752, et comme nous avons cru y appercevoir des entraves à nos occupations en l'examinant nous avons fait nos observations et ensuite nos representations à S. A., nous avons entre autre remarqué qu'une des grandes causes de vos pleintes étoit la rareté des assemblées periodiques de 10 à 12 ans. Ce travail qui nous a occupé pendant passé huit Jours, a eté agrée par S. A. & lorsque vous le connoitrès par le recès à intervenir vous en appercevérès facilement toute son importance.

Vous sçavès Messieurs combien nous avons eû peu de tems pour nous instruire des affaires qui concernent les Etats; avant de deliberer, il etoit donc de notre devoir de prendre les connoissances necessaires; nous nous sommes en consequence occupés pendant plusieurs Seances de l'examen de l'Administration des deniers des Etats & ou elle nous a paru vicieuse, nous avons pris les mesures convenables à fin que ces abus ne se commettent plus; nous avons aussi examiné la liquida-

tion de la Dette de l'Etat & cet objet joint à l'examen de l'administration de nos finances nous a occupé pendant quelques semaines; ce n'étoit pas tant pour l'examen de cette Dette, que nous avons employé tant de Tems, mais bien pour poser les Principes d'après les quels ils etoit important de regler desormais notre Depense.

L'Impot de l'accise tel qu'il existoit nous ayant parû sujet a des inconvenients, nous y avons sous la ratification de S. A. apporté les remedes, que nous avons trouvés necessaires pour le repártir d'une maniere juste et égale. Nous nous sommes en suite occupé de la securité publique, et nous avons adopté un Plan, que nous presenterons à S. A. & qui est proportioné au Pays et à sa pauvreté; comme ce Plan exige de certains fonds, nous avons cherché un moyen enfin qu'ils soient fournis par tous ceux qui en profitent selon leur faculté.

Nous avons aussi examiné les petits mois & nous avons cherché, toujour sous la ratification de S. A., un moyen, que cet impot soit distribué d'une maniere plus egale et moins sensible au Peuple.

L'agriculture a eté aussi une de nos occupations, et nous avons adopté un Plan, qui peu à peu sans sapper pour le moment les vices qui empechent son amelioration, les detruira infalliblement pour la suite & egalisera peut etre ce pays aux Suisses, nos laborieux Voisins. Nous n'avons pas dans ce Plan oublié la mendicité. Nous avons aussi pris les moyens pour empecher la Disette des grains, dont nous avons ressenti les funestes effets.

La chasse le premier & le plus reel de vos griefs a aussi eté l'objet principal de nos occupations, nous n'avons rien negligé, pour trouver des moyens suffisants, qui vous assurent à jamais contre les fleaux du gibier, et qui nous mettent dans le cas, de vous imputer à vous meme le dommage qu'il pourroit vous occasioner dans la suite. Nous avons lieu de tout esperer de la bienfaisance & de la Justice de notre gracieux

Prince, surtout après les motifs que nous lui avons très humblement exposés & que nous communiquerons à requisition.

Tels sont à peu près et en gros les Objets de nos Occupations. Elles vous seront encore mieux connues par le recès & la ratification de S. A. qui n'interviendra que lorsque l'emsemble de nos Occupations lui aura eté communiqué.

Nous avons aussi lû les cahiers des differents Deputés & nous avons trouvé, qu'il restoit encore une quantité d'articles, dont l'assemblée devoit s'occuper, soit pour faire des representations, soit pour prendre des Deliberations. Ces objets nous ont parû etre susceptibles d'une ample discussion qui occuperoit fort longtems l'assemblée & augmenteroit par là considerablement les frais de sa Tenue.

Nous avons d'ailleurs aussi prevû, que si tous ces objets, tant ceux dont nous nous sommes occupés, que ceux qui nous restent encore, étoient presentés ensemble au Prince, il ne pourroit d'abord donner sa ratification, d'où il resulteroit, que nous serions pendant quelque tems sans occupation, & cependant aux fraix de l'Etat; l'experience nous a aussi fait connoitre, que les objets preparés par des comités mettoient l'assemblée mieux à meme de prendre des Deliberations dans moins de tems, & avec beaucoup moins de difficultés. Nous avons donc crû, que le meilleur parti seroit, de nommer une Commission, qui prepareroit les objets dont nous devons encore nous occuper & avec la permission de S. A., nous revenons tous au milieu de vous, pour nous réunir de nouveau le 5. Sept prochain au plus tard, à fin de continuer et terminer dans peu de Tems nos travaux.

Nous espérons Messieurs que les motifs que nous venons de vous exposer vous persuaderont aisement, que vos Interets ont etés la premiere cause de cette Suspension de nos Occupations, vous serès à ce que nous espérons aussi convaincus, que nous fairons toujours tous nos efforts, pour continuer avec le meme Patriotisme, qui nous a animé jusqu'icy, notre penible Commission à contribuer de toutes nos forces au bonheur de la Patrie, qui consiste principalement, ainsi que vous le con-

noitrès avec nous, dans l'attachement à la Constitution, & dans la fidelité au Souverain.

Collationé à Pourentruy ce 9e Juillet 1791.

Signé Delefils Syndic des Etats.

Am 16. Juli von Basel mitgetheilt an Zürich.

107. Der fürstbischöflich-basel'sche Bevollmächtigte, Abbé de Raze in Paris an den königlichen Minister Grafen von Montmorin. 22. Juli 1791.

Monsieur le Comte!

J'ai l'honneur de vous envoyer une Petition du Sr. Rengguer et de trois de ses adhérans, presentée à l'assemblée nationale et que le Club des Suisses distribue dans toutes les maisons.

Vous verrès Mons. le Comte! par la deliberation des Etats et la Liste des membres qui les composent, que le Sr. Rengguer et ses trois adhérans, dont l'un se dit Syndic des Etats, et les autres Deputés, cherche à surprendre la Religion de l'assemblée Nationale en prenants ces qualités. Ce sont eux, le Sr. Rengguer surtout, qui sont les principaux autheurs des troubles qui ont désolé jusqu'ici l'Eveché de Bâle; le Prince Eveque de Bâle est trop flatté de l'honneur de son Alliance avec la France, qui lui sera toujours tres precieuse, pour qu'il veuille jamais y donner aucune atteinte, comme ils osent l'avancer dans leur Petition. C'est par une suite de cette Alliance, qu'il entretient au Service du Roi le Regiment Suisse de Reinach, et que tous les sujets lui sont devoués.

C'est egalement par respect pour cette Alliance que, comme il me le marque par sa Letre du 13e. Juin, il n'a fait jusqu'ici aucune demarche vis-à-vis la Diete de l'Empire pour ses Droits et Possessions en Alsace. S. A. desire bien sincerement que par la voye des negotiations il soit possible de trouver quelque heureux temperament, qu'il puisse maintenir la paix et la bonne Intelligence qui subsistent depuis un grand nombre d'années entre la France et l'Empire. Ce sera le veri-

table moyen d'éviter une guerre facheuse, à la quelle vous n'ignorès pas sans doute, que l'Empereur est vivement sollicité, mais qu'en consideration de son Alliance avec la France, par son Amitié particuliere pour le Roi, et son amour pour la paix, il a cherché jusqu'ici à eviter. L'assemblée nationale secondant dans sa Sagesse les vues pacifiques de S. M. Imperiale ne sera point retardée dans sa marche penible et laborieuse et pourra parvenir sans eprouver aucun obstacle étranger à l'achevement de sa Constitution qu'elle espère et assure devoir faire le bonheur de la France.

J'ai l'honneur d'etre etc.

108. Derselbe an den Fürstbischof von Basel.

24. Juli 1791.

Monseigneur! J'ai eu l'honneur de mander à V. A., que Mons. l'Eveque de Lydda etoit allé au Club des Jacobins pour appuyer la Petition du Sr. Rengguer et de ses adhérans. Il est venu ces jours derniers à l'assemblée pour le meme objet. Elle verra ce qui s'est passé, & le Parti qu'on a pris dans le Journal que je joins icy. Elle le verra plus particulièrement encore dans le Logographe qu'elle doit recevoir. Elle est en état de dire de bonnes raisons à Mons. De Verac, ou à telle autre personne qui Lui sera envoyée. Sa Sureté personnelle est interessée à conserver chez elle les Autrichiens; ce ne sont point de Trouppes ennemies, et le Traité d'Alliance n'est point violé par leur introduction dans l'Eveché, comme je l'ai dit et écrit plusieurs fois à Mr. le Comte de Montmorin, qui n'aura pas manqué d'en instruire le Comité Diplomatique de l'Assemblée. Mais les Resolutions de la Diete de l'Empire rendent tout suspect et on se prepare à la guerre. Au reste la conduite de Mr. l'Eveque de Lydda indigne tous les honnètes gens, mais ils sont peu écoutés dans les circonstances presentes; c'est un cruel Tems pour traiter les affaires. Il est toujours prudent et convenable aux Interets de V. A. d'instruire

la Cour de Vienne et les Cantons voisins ses alliés de toutes les nouvelles difficultés qu'on lui fait éprouver etc.

P. S. Je joins ici Copie de la Letre que j'ai écrite à Mr. Le Comte de Montmorin.

109. Der Fürstbischof von Basel an den Rath in Basel. 28. Juli 1791.

Tit.

Aus den beiliegenden Abschriften eines Schreibens von Unserem beim königlich-französischen Hof stehenden Minister, und dessen Beilag, werden U. Hg. H. dess mehreren ersehen, was inmassen nach widerholten Vorstellungen unsers ehemaligen Suffraganei und Bischofs von Lydda in der Nationalversammlung am 23. currentis unter anderem der Schluss gefasst worden seie, einen Unterhändler oder Commissair anharo zu schicken, und die Vollziehung unsers Bundvertrags mit der Krone Frankreich vom Jahr 1780 vermög wessen die Einlassung feindlicher Truppen in beidseitige Staaten verboten seie, anzuruffen. Obschon wir nun vollkommen bereit und verfasst sind, dem französischen Commissaire, so wie der ganzen Welt darzuthun, dass durch Anflehung des Allerhöchsten kaiserlichen Schutzes, dem gedachten Vertrag am allergeringsten nicht zuwidergekommen worden, und die zur Beschützung eines benachbarten Reichsstandes, und dessen Innere Ruhe anhero geschickte kaiserliche Truppen, ohne falsche Erfindung niemals und von Niemandem als Feinde angesehen werden können, so ist jedoch dieser von unserem ärgsten Rebellen angezettlete Vorfall für Uns und das gemeinsame Vaterland von solcher Wichtigkeit, dass wir nicht anstehen sollen, U. H. G. H. eilends die vertrauliche Anzeige davon mitzutheilen, und Uns deroselben hierüber führende räthlich und freundnachbarliche Gesinnungen nebst dero Uns so oft schon verliehenem Beistand auszubitten.

Wir werden in Folge dieses Geschäfts auch nicht ermanglen, U. H. H. die weitere Unterhandlungen bekannt zu machen,

und Uns im übrigen ohne deroselben Theilnahme gegen den französischen Commissair, in Nichts, was die Sicherheit und Ruhe des gemeinsamen Vaterlandes berühren mag, einlassen, wobei wir denenselben anmit auch ohnverhalten, welcher Gestalten wir die diessfällige Anzeige an das k. k. Ministerium unter einem durch Extra-Estaffetam zugehen lassen, und Uns von dort die beliebige Allerhöchste Weisung ausbitten; da wir indessen U. H. G. H. zu Erweisung aller von Uns abhangenden freundnachbarlichen Dienstgefälligkeiten stets so bereit als willig verbleiben.

Am 30. Juli von Basel an Zürich mitgetheilt und von diesem am 6. August verdankt.

110. Der Stand Basel an den Fürstbischof von Basel. 4. August 1791.

Die Sorgfalt mit welcher E. F. G. Uns den Fortgang dero Angelegenheiten mitzutheilen belieben, und wovon uns die verehrliche Zuschrift vom 28. July, sammt deren Beilagen eine frische Probe gelieferet, verpflichtet uns billich neuerdingen zu Erstattung unsers verpflichtesten Dankes.

Wir ersehen aus dieser Zuschrift mit wahrer und aufrichtiger Theilnahme die Ew. F. Gn. angekündete Begegnuss, und in den gleichen freundnachbarlichen Gesinnungen, welche E. F. Gn. laut dero Erlass von uns erwarten, und die auch Hochdenenselben allstets gewiedmet verbleiben sollen, werden wir jeweilen alle die wichtige Ereignissen vernehmen, die E. F. G. uns fernerhin wissen zu lassen geruhen mögen.

Wann aber E. F. G. dermalen über den vorliegenden Gegenstand um unsern Rath und bereits bewiesenen Beistand anzusuchen belieben, so befinden wir uns wirklich ausser Stand, in diesem Augenblick, wo alles davon abhangt was für eine Wendung die Sachen gewinnen, Hochdenselben zu entsprechen. Wir überlassen also billich denen weisen Einsichten und der bekannten Klugheit von E. F. G. und Hochdero Räthen, welche den Sinne des Tractats von 1780 und die Bestim-

mung der k. k. Truppen jedermann selbst zu erklären, sich nach unserem Ermessen am besten im Falle befinden, sich diess Orts auf die schicklichste Weise nach Belieben zu benehmen, und solche Mittel ausfündig zu machen, Hochdero Angelegenheiten den gedeylichsten Ausgang zu verschaffen.

Die Erzielung eines friedlichen Ruhestandes, woran auch uns mehr als Viel gelegen, ist der erste unserer Wünsche; mit ungemeinem Vergnügen wurden wir die Nachricht hievon wie eher wie lieber vernehmen, und erflehen daher den Allmächtigen, dass derselbe die die Herzen so lenken möchte, dass Friede und Eintracht einander begegnen, und das Glück der Nationen hierdurch befestiget werden könne.

Womit E. F. G. besonders zum Genuss alles wahren Guten der Obsorge Gottes empfehlen etc.

111. Der königlich französische Minister d. a. A., Graf von Montmorin. an den Fürstbischof von Basel. 4. August 1791.

Monseigneur!

Il est à présumer que V. A. a eté informé par son Ministre à Paris, du decret qui à eté rendu par l'assemblée nationale au sujet des Traités subsistants entre la France et la Principauté de Pourrentruy. Quoique l'assemblée n'ait Monseigneur aucun doute sur Vos dispositions à l'égard de ces Traités, Elle a neanmoins jugé devoir, dans les circonstances actuelles, s'en assurer d'une maniere particulière. C'est là Mgr. l'objet de la Mission du Sr. Bacher, chargé des affaires de France auprès des cantons helvetiques. Je prie V. A. de l'écouter et de metre confiance dans ce qu'il lui dira: il l'assurera de l'affection de la Nation Françoise, & de son Intention de maintenir les Traités dont il est question.

Je ne doute pas, que la réponse de V. A. ne soit analogua à ses assurances & qu'elle exprime dans les Termes les plus précis la resolution invariable de remplir de son Coté avec exactitude les obligations qui la concernent. J'éprouve

d'avance une veritable Satisfaction d'etre l'interprète de vos sentiments auprès de l'assemblée nationale, et je prie V. A. d'en etre aussi persuadée que de l'attachement sincere et respectueux avec le quel j'ai l'honneur d'etre etc.

112. Der Fürstbischof von Basel an den Grafen von Montmorin. 12. August 1791.

Monsieur le Comte!

J'ai recû la letre que V. E. m'a fait l'honneur de m'écrire le 4. du mois courant & Mr. Bacher qui me l'a remise m'en a expliqué plus particulierement le motif et le but. Je ne sçaurois trop exprimer à V. E. l'etonnement & la douleur que m'a causé le doute, qui a eté manifesté sur mes veritables dispositions à l'égard de la France, et je me felicite de me trouver en mesure de le détruire; Je vous prie instamment Mons. d'assurer l'assemblée nationale que mon attachement pour la Nation Françoise, comme pour le Roi, est invariable, que les liens qui subsistent entre la France et ma Principauté me sont infinement precieux, que je regarde comme sacrées les obligations qu'ils m'imposent, et que je m'empresserai dans toutes les occasions de prouver ma fidelité à les remplir.

Tels sont Mons. mes veritables sentimens, ils sont invariables, et je prie V. E. d'en etre l'Interprète tant auprès de l'assemblée nationale qu'auprès de sa Majesté.

Mon Ministre à Paris ne m'a pas laissé ignorer les differentes motions qui ont eté faites nommément celle d'occuper dés aprésent les gorges des Montagnes qui sont dans ma Principauté. Si vous voulès bien Mons. vous donner la peine, de relire le Traité, sur le quel on a appuyé cette étrange motion, vous vous convaincrès, qu'elle porte entierement à faux. Les obligations qui me sont imposées supposent, que la France a des Ennemis ou des adversaires à combatre; ors il n'en existe point dans ma Principauté, et je ne vois aucune disposition à portée de moi qui en indique. S'il en est d'intention, cette intention simplement presumée ne suffit point, pour établir ce

qu'on nomme le casus foederis. Dés que le cas existera, le moment de remplir mes engagements existera également et je le repète, je serai fidele à les remplir.

Ces reflexions Mons. auroient etés plus décentes de la part de Mr. l'Eveque de Lydda que le rôle de Délateur dont il a cru devoir se charger. J'avoue que les Inculpations qu'il s'est permis m'ont d'autant plus affecté, que je dois lui supposer d'autres sentiments pour moi, que ceux qu'il a manifestés. Il a dû son existence à mes Predecesseurs et il a joui pendant 7 à 8 annees de mes bienfaits et de ma confiance. Mais il me paroit que Mr. l'Eveque de Lydda a cru devoir briser les liens, qui sans doute le genoient depuis longtemps; c'est vraisemblablement pour le meme motif, qu'il a taché de rendre suspecte la Cour de Vienne dont il a dans tous les temps eté le Protegé. Je vous demande pardon Mons. de cette épisode; je l'aurois epargnée à V. E. si je n'avois jugé devoir faire connoitre l'homme qui s'est constitué mon accusateur, qui me calomnie, et qui oubliant le caractère dont il est revêtu, n'a pas rougi de surprendre la religion de l'assemblée nationale.

J'ai l'honneur d'etre etc.

Nr. 111 und 112 theilt der Fürstbischof am 14. August an Basel und dieses am 17. August an Zürich mit, das am 24sten dafür dankt.

(Fortsetzung folgt.)